

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
PROGRAMME

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

Programmes de recherche MiRe
en cours

Janvier 2005

Sommaire

Résumé	5
Présentation des programmes en cours	7
Présentation résumée des recherches	15

Résumé

Sont présentés dans ce document de travail :

- D'une part, de façon succincte, les programmes de recherche de la MiRe en cours en décembre ou qui se sont achevés dans le courant de l'année. Ils sont classés par grand domaine : santé / protection sociale /social, et par ordre chronologique de lancement. N'y figurent pas d'autres programmes, qui ont fait l'objet de travaux préparatoires, mais n'ont pas encore donné lieu au lancement d'un appel à projets de recherche.
- D'autre part, l'ensemble des recherches, en cours ou terminées, qui s'inscrivent dans les programmes de recherche en cours et dans ceux qui se sont achevés en 2003 et 2004 (par ordre chronologique de lancement).

Les rapports des recherches terminées peuvent être obtenus auprès de Philippe Bertin via son courrier philippe.bertin@sante.gouv.fr ou par courrier : Drees-MiRe, 8 avenue de Ségur, 75350 pairs 07 SP.

Le bon de commande peut être téléchargé sur le site <http://www.sante.gouv.fr/htm/publication> (cliquer sur « Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques », puis dans la rubrique « recherche »).

Présentation des programmes en cours

On trouvera ci-après une présentation rapide des programmes de recherche en cours (en décembre 2004), classés par grand domaine : santé / protection sociale / social, et par ordre chronologique de lancement. N'y figurent pas d'autres programmes, qui ont fait l'objet de travaux préparatoires, mais n'ont pas encore donné lieu au lancement d'un appel à projets de recherche.

SANTÉ

Santé mentale

Ce programme, mené en partenariat avec la DGS et la DHOS, a initialement proposé cinq thèmes : quels sont les infléchissements récents des politiques de santé mentale ? Comment peut-on analyser les transformations de la demande en santé mentale et de la symptomatologie des troubles ? Sachant la pluralité des définitions de la santé mentale, comment comprendre la diversité des enjeux et des pratiques sociales et professionnelles ? Comment faire le point de la sectorisation en tenant compte de la disparité des histoires, des pratiques et des réalisations des secteurs ? Il s'est également agi d'aborder deux objectifs aujourd'hui en retrait, la prévention et la réhabilitation sociale et professionnelle. 12 recherches ont été sélectionnées en octobre 2000 ainsi que deux séminaires (tous terminés) : certaines de ces recherches donnent lieu à un dossier de la Revue française des affaires sociales (RFAS) qui paraît en avril 2004.

Ce programme a été relancé en 2002 et en 2003, dans le cadre du programme « sciences biomédicales, santé, société » associant le CNRS et l'INSERM et la Drees-MiRe. Deux axes ont été privilégiés : l'analyse des modèles et représentations des maladies psychiatriques et de la santé mentale (qu'il s'agisse de ceux des scientifiques, des praticiens ou de la population) ; l'analyse des politiques publiques, institutions et pratiques professionnelles, avec un accent particulier sur les pratiques de secteurs, des généralistes et des psychiatres libéraux et les modalités de coordination entre les différents acteurs intervenant dans le système de soins et de prise en charge. 10 projets ont été sélectionnés en juillet 2002 et 5 en 2005. Un colloque de présentation des résultats est prévu en 2006.

Responsable : **Jacqueline Delbecq**

Les dynamiques professionnelles dans le champ de la santé

Ce programme vise à renouveler et diversifier les analyses relatives aux professions intervenant dans le domaine de la santé, en s'intéressant à l'ensemble des professions en contact avec le public. Du fait de la démultiplication des métiers et des pratiques, de l'évolution des normes de références guidant ces pratiques ainsi que des transformations des demandes sociales de santé, ces professions sont traversées par de profonds changements. L'appel à propositions, lancé en mai 2001 a recueilli 45 réponses. 11 projets ont été sélectionnés, contribuant à analyser les juxtapositions / coordinations / tensions interprofessionnelles, la diversité des univers professionnels ainsi que les formes de la sociabilité et des engagements professionnels. Des ateliers rassemblant les équipes se sont tenus en septembre et octobre 2002. Les recherches sont désormais toutes disponibles. Un colloque est organisé les 23-24 mai 2005 pour rendre compte de ces travaux, notamment auprès des professionnels et acteurs concernés. En parallèle sera publié sur la même thématique un numéro de la Revue Française des Affaires Sociales.

Responsables : Françoise Bouchayer puis **Martine Sonnet**

Réseaux régionaux de recherche en santé publique

L'objectif de ce programme qui a donné lieu à un appel d'offres lancé conjointement avec l'INSERM fin 2001 est de favoriser l'émergence de synergies de recherche entre des forces existantes dans une région donnée autour d'un thème fédérateur concernant une grande pathologie ou un domaine de santé. Les thématiques proposées dans le cadre de cet appel d'offres concernent : d'une part l'organisation du système de santé et de soins, en particulier les systèmes d'information, les innovations techniques et organisationnelles, l'activité et le rôle du médecin généraliste, la place de la population et des usagers ; d'autre part l'évaluation et la perception du risque dans le domaine de la santé.

23 projets ont été reçus en réponse à cet appel d'offres. 11 recherches ont été sélectionnées le 5 avril 2002.

Responsables : Martine Burdillat puis **Jacqueline Delbecq et Vincent Boissonnat**

Analyses secondaires de la base de données « Handicaps-Incapacités-Dépendance » de l'Insee

La fréquence des maladies chroniques et pathologies invalidantes fait de leur retentissement sur la vie quotidienne un enjeu social majeur. Parce qu'on ne disposait jusque-là en France que de données éparpillées et hétérogènes, l'Insee a conduit une enquête nationale en population générale destinée à fournir une première vision d'ensemble des incapacités et de leurs conséquences, portant sur les personnes de tous âges vivant en institution et en domicile ordinaire, ainsi que sur aidants informels des personnes vivant à domicile. Cette base de données ouvre de nombreuses perspectives de recherche dans le champ du handicap, qui sont loin d'être couvertes par les exploitations déjà conduites. En coopération avec l'Inserm, un appel d'offres a été lancé en avril 2002 ; il a proposé à des chercheurs de toutes disciplines de mener des analyses secondaires et complémentaires de cette enquête « Handicaps-Incapacités-Dépendance » autour de 4 axes : incapacités et participation sociale ; inégalités sociales et inégalités de genre ; autonomie et dépendance : les aides techniques et humaines, l'aménagement de l'environnement ; les continuités et ruptures biographiques. Huit projets ont été sélectionnés : les travaux sont en voie d'achèvement.

Responsable : **Vincent Boissonnat**

Recherche et innovation dans le domaine des sciences du vivant : spécificités et enjeux économiques

Les systèmes de recherche et d'innovation dans ce domaine connaissent depuis une quinzaine d'années de profondes évolutions, tant en matière d'organisation, de financement, que de relation science / industrie. C'est à ces évolutions, et aux enjeux économiques qui leur sont associés, que s'attache cet axe de recherche, promu par la MiRe dans le cadre du programme « sciences biomédicales, santé, société », qui associe le CNRS, l'Inserm et la MiRe. Les questionnements proposés aux chercheurs portent sur les nouveautés et spécificités des transformations de l'organisation de la recherche ; l'évolution des normes de production et de diffusion des connaissances scientifiques et la mise en question du principe de la « science ouverte » ; la valorisation économique et financière de la recherche et ses effets sur l'innovation ; le rôle des acteurs sociaux dans la dynamique de recherche et d'innovation.

9 recherches ont été sélectionnées dans le cadre de deux appels à projets successifs, en 2003 et 2004.

Responsable : **Fabienne Orsi**

Santé et travail

Les liens entre santé et travail sont traditionnellement abordés sous l'angle de la santé au travail, c'est-à-dire par référence au milieu de travail, sans continuum bien affirmé entre la santé au travail et la santé hors du travail. Entretenu par la division ancienne entre un système de santé qui accorde une place prépondérante aux soins, et un système de gestion des risques professionnels qui met principalement l'accent sur la réparation (indemnisation) et la prévention, ce cloisonnement du regard est questionné par des évolutions en cours depuis un certain nombre d'années. Ainsi le programme lancé conjointement fin 2003 par la Drees-MiRe, la Dares et la mission recherche de la Poste, vise-t-il à décroiser les approches afin de mieux évaluer l'impact réel des facteurs professionnels sur l'état de santé de la population de France ; d'apprécier l'influence des pathologies, contractées dans ou en dehors de la sphère du travail sur l'activité productive proprement dite et les parcours professionnels ; et d'identifier plus précisément les causes des maladies qui trouvent tout ou partie de leur origine dans l'environnement professionnel, avec parfois des temps de latence importants entre l'exposition et la survenue de la maladie.

4 thèmes ont été proposés aux chercheurs : la production et la mobilisation des savoirs techniques et des connaissances scientifiques dans ce domaine ; les relations entre trajectoires sociales et professionnelles et santé ; les objets et formes de la mobilisation sociale autour des questions de santé publique en relation avec le travail ; la gestion des risques et la politique de santé publique au travail. 17 projets de recherches ont été sélectionnés en janvier 2004.

Responsable : **Vincent Viet**

PROTECTION SOCIALE

Enjeux locaux, acteurs et destinataires de l'action sanitaire et sociale

Dans un domaine où les responsabilités sont traditionnellement partagées entre les collectivités locales, l'administration déconcentrée, les organismes de Sécurité sociale et l'initiative privée, les analyses des politiques sanitaires et sociales locales mettent en évidence des différences d'approche et de traitement qui ne sont pas réductibles aux caractéristiques socio-démographiques locales ou aux contraintes financières pesant sur les collectivités. C'est dire que d'autres facteurs interviennent, qui mériteraient d'être analysés par la recherche : la part des cultures sociales locales et des expérimentations ; les différents modèles d'action politique à l'œuvre ; ou encore les caractéristiques et trajectoires des différents acteurs concernés. Ce programme (7 recherches sélectionnées en octobre 2000) met également l'accent sur les conditions d'accès aux dispositifs, les représentations et comportements des populations éligibles ou non, et la façon dont bénéficiaires et citoyens peuvent peser sur les choix politiques dans ce domaine. Les rapports de recherche sont disponibles. Après évaluation, ce programme fera l'objet d'un dossier thématique à paraître début 2005 dans la Revue française des Affaires sociales.

En liaison avec ce programme a été organisé en avril 2002 un colloque franco-allemand sur le thème « les transformations des politiques sociales au niveau local en France et en Allemagne », dont les actes sont parus en 2004 (V. Viet, H. Palm (dir.) Les politiques sociales de communes en France et en Allemagne, Paris, La documentation Française).

Responsables : Jean-Noël Chopart †, **Vincent Viet**

Protection sociale et développement économique

Ce programme part du constat d'un renouvellement et d'une diversification récente des approches économiques de la protection sociale, qui conduit à s'interroger sur ses interactions avec la croissance et le développement. L'objet de ce programme, qui s'adresse en priorité aux économistes, et concerne les pays industrialisés, est d'encourager une réflexion sur les liens entre protection sociale et dynamique de la croissance, tant d'un point de vue micro-économique que macro-économique ou sectoriel. Parmi les questions posées : peut-on appréhender la protection sociale comme un facteur de production ? L'enrichissement potentiel de la croissance par les dépenses de protection sociale s'accompagne-t-il de problèmes de soutenabilité en matière de politique économique et d'acceptabilité sociale ? La « nouvelle économie » ou « l'économie du savoir » renouvellent-ils la question du lien croissance-protection sociale ? De façon plus générale, une approche de la protection sociale en terme de « gestion du risque social » permettrait-elle de hiérarchiser des solutions de type welfare mix selon leur degré d'optimalité pour la croissance ? À l'inverse, n'est-il pas vain, pour l'analyse, d'ignorer l'importance des réponses de nature institutionnelle ?

Les trois recherches sélectionnées en octobre 2000 sont terminées. L'appel à propositions de recherche a été relancé en 2001 : les recherches sont en voie d'achèvement.

Responsable : **Antoine Parent**

Droit, protection sociale, aide et actions sociales

La MiRe, avec la direction de la Sécurité sociale, le Bureau de la recherche de la CNAF et le GIP Mission de recherche Droit et Justice, se préoccupe des modalités de mobilisation des juristes autour des questions de protection sociale, d'aide et d'action sociale. En effet, à l'occasion des différentes actions de recherche que la MiRe ou ses partenaires ont pu organiser à ce propos, on a été amené à constater que trop peu de juristes semblaient tentés de s'investir dans ces programmes, sur un domaine dont on peut pourtant percevoir l'intérêt, et à propos duquel les enjeux à moyen ou long terme paraissent considérables.

Un groupe de travail s'est donc constitué en novembre 2001 pour déboucher sur un programme de recherche pluriannuel sur le droit de la protection sociale, de l'aide et de l'action sociale, orienté prioritairement vers les jeunes chercheurs qui pourraient s'investir dans ce domaine, ainsi que vers leurs formations doctorales et laboratoires d'accueil. Le programme a été lancé au premier trimestre 2002. Deux projets de recherche correspondants à des thèses ont été sélectionnés fin novembre 2002.

Responsables : **Françoise Leclerc, Patrick du Chevron**

La protection sociale dans une Europe élargie

Ce programme est poursuivi avec le lancement en 2004 de travaux spécifiques sur les transformations en cours des systèmes de protection sociale dits « continentaux » ou « bismarckiens » ; un colloque international sera organisé fin 2005 sur 10 années de réforme des systèmes de protection sociale en Europe, avec un accent particulier mis sur les systèmes « bismarckiens » et ceux des pays du Sud.

Responsables : John Crowley, Hélène Zajdela puis **Olivier Thévenon**.

Construction sociale des risques et protection sociale

L'identification et la reconnaissance des risques sociaux, en tant que risques collectifs, est étroitement articulée aux différentes étapes de la construction de l'État-providence. De plus, on assiste dans la dernière période à des évolutions en apparence contradictoires de notre système de protection sociale : d'un côté, un mouvement d'activation des systèmes « passifs » d'indemnisation qui met l'accent sur la responsabilisation individuelle (cas du chômage et du PARE) ; de l'autre, l'extension de protections liées au travail à des protections universelles (cas de la CMU) et à la prise en charge de « nouveaux risques » sans lien avec le travail (cas de la PSD puis de l'APA). Trois axes de questionnement ont été développés dans un appel à projets de recherche lancé dès octobre 2002 : l'évolution des rapports à la protection sociale contre les risques ; les relations entre responsabilité individuelle et protection collective en matière de risques sociaux ; les processus de construction juridique des risques sociaux. 7 projets ont été sélectionnés en février 2003.

Responsable : Claude Dubar puis **Olivier Thévenon**

Études et recherches à partir de l'enquête « modes de garde et d'accueil des jeunes enfants »

En 2002, la Drees a réalisé, en partenariat avec la CNF et le CERC une enquête centrée sur les modes d'accueil et de garde des jeunes enfants, afin de dresser un panorama des différentes solutions adoptées par les parents et de caractériser les déterminants de ces situations. Pour favoriser une exploitation diversifiée de cette base de données originales, le bureau « démographie et famille » de la Drees et la MiRe ont lancé début 2004 un appel à projets d'étude et de recherche, qui s'intéresse aux solutions adoptées par les parents et à leurs déterminants, au facteur de non-recours aux modes de garde, au rôle et à l'implication des pères, aux conditions de vie quotidiennes et à la socialisation de l'enfant. 5 recherches ont été lancées début 2004.

Responsables : **Marie Ruault, Patrick du Cheyron.**

SOCIAL

Les circulations migratoires

Les phénomènes migratoires ont été traditionnellement pensés et analysés en termes de flux entre États. Il s'agit désormais, en favorisant autant que possible les coopérations avec des équipes de recherche d'autres pays, d'intégrer pleinement deux dimensions : la nécessité de poser cette question à l'échelle de l'Union européenne, en tenant compte de la mondialisation des processus migratoires et les perspectives nouvelles offertes par les approches en termes de circulations migratoires complexes, mobilisant, sur plusieurs territoires, des réseaux, des ressources et parfois des diasporas.

Appel d'offres lancé en 1999, en partenariat avec la DPM et avec le soutien du FAS. Les 6 recherches sélectionnées sont disponibles. Un séminaire de discussion accompagne le déroulement du programme. La valorisation de ce programme a notamment reposé sur un colloque et un numéro de la RFAS en juin 2004.

Responsable : Patrick du Cheyron

La parenté comme lieu de solidarités

Ce programme associe d'une part la Mire et la CNAF, d'autre part le GIP Mission de recherche Droit et Justice, enfin la CNAV, l'Insee et l'INED. il comprend deux volets, dans le cadre d'un même appel à propositions de recherche lancé en octobre 2000.

Le premier (CNAF-Mire) porte sur **les stratégies et les pratiques familiales d'entraide et de soutien**. Il s'agit notamment d'analyser les différentes modalités d'entraide et de soutien dans une conjoncture où la parenté est mise à l'épreuve (précarité, monoparentalité, dépendance, etc.) en s'intéressant notamment aux situations de tension et aux refus d'aide ou de soutien ; de préciser le périmètre des personnes mobilisées pour l'entraide et le soutien dans la parenté et aux marges de la famille ; d'approfondir l'analyse des modalités de construction et de transmission de cultures solidaires ou non solidaires. Sont notamment soutenus des exploitations secondaires et des travaux complémentaires des enquêtes menées dans ce domaine par l'INED, l'Insee et la CNAV. Le second volet du programme, à l'initiative du GIP Mission de recherche Droit et Justice, porte **sur les dimensions patrimoniales des obligations familiales**. Ces deux programmes ont fait l'objet d'un suivi dans un séminaire commun. Douze équipes de recherche sont impliquées depuis la mi 2001, dont une équipe franco-britannique qui a mené un travail comparatif sur un ensemble d'enquêtes européennes relatives aux échanges et transferts monétaires et en nature dans la parenté. Toutes les recherches sont désormais disponibles.

Responsable : **Patrick du Cheyron**

Construction et représentation des inégalités

À la suite des travaux initiés par la MiRe en 1999-2000 sur les concepts et outils de mesure des inégalités et les politiques publiques dans ce domaine, ce programme, lancé fin 2002, s'est attaché plus particulièrement au thème des représentations collectives des inégalités sociales. Trois axes de travail ont été proposés : le premier a porté sur les transformations dans la perception et les représentations des inégalités, l'évolution des opinions quant à leur légitimité et l'émergence de nouveaux domaines perçus comme lieux ou facteurs d'inégalités ; le deuxième sur les processus de formation des inégalités à l'œuvre dans différents champs sociaux ; le troisième s'intéressait à la façon dont les inégalités sont éprouvées subjectivement ou appréhendées collectivement par des groupes sociaux.

6 recherches, dont un projet de thèse, ont été sélectionnées (pour 40 projets reçus) et ont démarré fin 2003.

Responsables : Jean-Noël Chopart †, Gérard Lattes, puis **Sandrine Dauphin, AntoineParent**

La vulnérabilité liée au vieillissement (programme du GIS « Longévité et vieillissement »)

Depuis 2004, la Drees-Mire participe au Groupement d'intérêt scientifique « Longévité et vieillissement » en y soutenant spécifiquement des recherches en sciences de l'homme et de la société. L'appel à projets du GIS en 2004 a porté sur le thème de « la vulnérabilité liée au vieillissement ». Deux recherches sont soutenues par la MiRe.

Responsable : **Pierre Strobel**

Les dimensions de l'identité – analyses de la base de données « Histoire de vie - construction des identités » de l'Insee

L'enquête « histoire de vie – construction des identités » vise à saisir les composantes de l'identité en repérant la manière dont les personnes définissent leur(s) identité(s), comment celles-ci se combinent, et quels sont les processus de construction du lien social. L'enquête a été réalisée en population générale auprès d'un échantillon de 8 403 individus de 18 ans et plus, vivant en ménage ordinaire. Cet échantillon comprend notamment une sur-représentation de personnes immigrées ou issues de l'immigration mais également des personnes de moins de 60 ans qui déclarent une incapacité pour raisons de santé et qui rencontrent donc des problèmes de santé et d'handicap.

L'appel à projets de recherche proposait aux chercheurs des différentes disciplines des sciences humaines et sociales de mobiliser et d'exploiter les données de l'enquête pour conduire des recherches diversifiées autour de la question des identités selon quatre axes : trajectoires de vie et construction identitaire ; intégration et référents identitaires ; ruptures biographiques et remaniements identitaires ; déni identitaire et discriminations. 7 projets ont été sélectionnés sur les 21 propositions reçues.

Responsable : **Sandrine Dauphin**

Programme des recherches en cours
et programmes terminés en 2003-2004
(les programmes sont présentés par ordre chronologique de lancement)

Présentation résumée des recherches

Janvier 2005

Programme « CIRCULATIONS MIGRATOIRES »

**Patrick du Cheyron
1999**

Recherches terminées

Responsables scientifiques / Equipes	Titre de la recherche	Echéance
<p>El Mouhoub MOUHOUD Joël OUDINET Jacques Mazier , Sophie Saglio, Franck Bailly, Guy Maurau, Maria Pereira-Ramos, Seyfettin Gürsel, Ahmet Insel, Halük Levent</p> <p>CEDI/CEPN CNRS-UMR 715 Université Paris XIII – CNRS 2 rue de la Liberté 93200 Saint Denis</p>	<p>Les dynamiques migratoires dans l’Union Européenne. Approche économique, comparaison Europe-États-Unis et ajustements sur les marchés du travail</p> <p>Le rapport propose un état des lieux des migrations intra-européennes depuis 15 ans et rapporte les travaux théoriques concernant les effets des migrations sur les marchés du travail et les grandes évolutions des politiques migratoires européennes. Suit un bilan des dynamiques migratoires en Europe, prenant en compte nationalité, lieu de naissance, origine intra ou extra-communautaire des migrants. Est analysée la place des migrants sur le marché du travail, notamment pour les travailleurs qualifiés. Un chapitre présente une maquette macro-économique des mécanismes d’ajustement, avec une comparaison Europe / États-Unis. Deux chapitres sont consacrés à l’étude des déterminants et des effets des migrations au Portugal et en Turquie.</p>	<p>Rapport disponible n° 1/00</p>
<p>Nora WANG Carine PINA-GUERASSIMOFF Eric GUERASSIMOFF</p> <p>Laboratoire SEDET Université Paris 7 2 place Jussieu 75251 Paris cedex 05</p>	<p>La circulation des nouveaux migrants économiques chinois en France et en Europe</p> <p>Analyse de la circulation migratoire chinoise en Europe, de ses facteurs incitatifs et ses flux. Les anciens et nouveaux foyers d’émigration et les caractéristiques socio-démographiques des migrants actuels. Les chaînes migratoires, les réseaux et filières ; les phénomènes d’entrepreneuriat ; la situation des étudiants. Relations et échanges entre les migrants et la diaspora d’une part, les familles d’origine de l’autre. La mobilité Chine/France et dans l’Union européenne.</p>	<p>Rapport disponible n° 22/99</p>
<p>Angéline ETIEMBLE</p> <p>ADERIEM 4 place Saint Melaine 35000 Rennes</p>	<p>Les ressorts de la diaspora Tamoule en France. Associations, médias et politique.</p> <p>Analyse des migrations tamoules du Sri-Lanka (motivations, relations avec le nationalisme tamoul et le conflit du Sri-Lanka ; l’asile en France ; les modèles migratoires). Rôle des médias Sri-Lankais et des associations tamoules en France dans la structuration de la communauté tamoule. Analyse de la relation entre le phénomène nationaliste et la diaspora tamoule. Impacts sur une hypothétique intégration.</p>	<p>Rapport disponible n° 19/99</p>

Responsables scientifiques / Equipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Emmanuel MA MUNG Marie-Antoinette HILY Hassan Boubakri, Isabelle Bouhet, Suzanne Chazan, Yücel Gül, Christian Rinaudo, Stéphane de Tapia, Alain Tarrus</p> <p>Laboratoire MIGRINTER / UMR CNRS 6588 Université de Poitiers – MSH 99 avenue du Recteur Pineau 86022 Poitiers cedex</p>	<p>Catégories et lieux des circulations migratoires</p> <p>Il s'agit de saisir les modalités de la circulation des migrants (Marocains, Tunisiens, Indiens, Turcs) afin de rendre compte des changements perçus ces dernières années : diversification des destinations, complexité croissante de l'organisation des groupes traversant ou s'appropriant des territoires selon les opportunités des marchés, les informations relayées par les « installés », la plus ou moins grande souplesse des législations nationales, la structuration des réseaux. Construction des catégories qui permettent de décrire les phénomènes migratoires. Observation des pratiques et des acteurs en situation, dans des lieux privilégiés considérés comme des espaces de rencontres, d'échanges, de négociation et d'interactions de populations installées et migrantes (Languedoc, Perpignan et Catalogne espagnole, Vintimille/Menton, Alsace). Réflexions sur une possible lecture quantitative des phénomènes étudiés.</p>	<p>Rapport disponible n° 02/00</p>
<p>Frédérique BOURGEOIS Denise HELLY Isabelle Perrault Olivier Brachet</p> <p>Économie et humanisme 14 rue Antoine Dumont 69372 Lyon cedex 08</p>	<p>Une recherche comparative : politiques d'accueil, insertion sociale et circulation migratoire. Les réfugiés kosovars évacués à Lyon et à Montréal au printemps 1999.</p> <p>Approche des flux migratoires des réfugiés du Kosovo ; nature, raisons (la guerre étant l'une des causes mais pas la seule). Analyse des modalités de ces mouvements de kosovars entre le pays d'origine et celui d'accueil et mouvements dans tous les pays européens. Aide des services publics et des ONG ; scolarisation et insertion sociale et économique. Comparaison entre la situation française et celle du Québec</p>	<p>Rapport disponible 2001 Gestion FASILD</p>
<p>Dana DIMINESCU (MSH) Rainer Ohliger (Humboldt-Universität zu Berlin) Sous la direction de Violette REY (ENS Lyon Géophiles)</p> <p>Maison des Sciences de l'homme 54 boulevard Raspail 75006 Paris</p>	<p>La construction de l'Europe par ses marges ; stratégies et stratagèmes de la circulation migratoire des Roumains</p> <p>Inventaire de différentes formes de mobilités entre la Roumanie et la France, l'Allemagne, l'Italie et Israël. Construction spécifique de chaque réseau et filières d'activités économiques ; impact sur les identités des migrations pendulaires.</p>	<p>Rapport disponible N° 21/99</p>

Programme « SANTÉ MENTALE »

**Jacqueline Delbecq
2000 / 2002 / 2003**

(dans le cadre du programme CNRS – Inserm – Mire « Sciences biomédicales, santé, société »)

Recherches en cours

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Madeleine MONCEAU Marcel JAEGER Marc LIVET</p> <p>ARSAAP 5 rue du Pont St Jaime 38000 Grenoble</p>	<p>La contribution des usagers à la politique de santé mentale</p> <p>Recension des associations de malades mentaux – Instances de représentation – Argumentations stratégiques – Rapports avec les professionnels de la santé mentale et les pouvoirs publics.</p>	<p>Rapport disponible n° 19/00</p>
<p>Sylvie BIAREZ</p> <p>CERAT Institut d'études politiques de Grenoble – CNRS B.P. 48 38040 Grenoble cedex 9</p>	<p>Quelle politique pour la santé mentale ?</p> <p>Analyse des évolutions des textes réglementaires et des rapports d'expertise depuis 1960. La sectorisation et son inégale mise en œuvre. La timidité de la réforme hospitalière psychiatrique. Les désajustements entre les textes et la pratique et les incertitudes gestionnaires. Le passage à une politique de santé mentale ?</p>	<p>Rapport disponible n° 27/00</p>
<p>Livia VELPRY</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U 611 Université Paris V René Descartes 12 rue de l'École de Médecine 75006 Paris</p>	<p>Les personnes souffrant de troubles mentaux graves. Itinéraires de prise en charge et modes de vie. Étude exploratoire : Approcher l'expérience de la maladie mentale</p> <p>Approche des trajectoires de malades tenant compte d'un mode de vie organisé par le rapport à la maladie, les médicaments et leurs effets, les formes de dépendance (familiale /médicale) et d'isolement social. Points de vue croisés de professionnels de la prise en charge, et de malades relevant d'un même territoire.</p>	<p>Rapport disponible n° 04/01</p>
<p>Anne GOLSE</p> <p>LASAR/Université de Caen Esplanade de la Paix 14032 Caen cedex</p>	<p>Transformations de la psychiatrie et pratiques des psychologues</p> <p>L'importance grandissante des psychologues dans les équipes psychiatriques pluridisciplinaires et les modifications de leurs pratiques comme révélateurs des évolutions actuelles de la psychiatrie et de la redéfinition des positions et enjeux professionnels</p>	<p>Rapport disponible n° 22/00</p>
<p>Gérard NEYRAND</p> <p>CIMERSS Rue Fernand Canobio 13320 Bouc-Bel-Air</p>	<p>Quelle prévention des troubles de la relation parentale précoce ?</p> <p>Interrogation de la notion de prévention en santé mentale à partir du traitement des troubles relationnels précoces parents/bébé.</p>	<p>Rapport disponible n° 17/00</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Jeannine BACHIMONT Martine BUNGENER Eric HAUET</p> <p>CERMES CNRS UMR 8559/EHESS/INSERM U502 Site CNRS 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif</p>	<p>Les personnes adultes souffrant de troubles mentaux sous protection juridique. Conditions de vie et rôle des délégués de tutelle.</p> <p>La recherche s'intéresse aux caractéristiques et conditions de vie de ces adultes souffrant de troubles mentaux, vivant en milieu ouvert, pour lesquels l'entourage familial fait défaut, et qui sont pris en charge par des organismes spécialisés. Quatre groupes distincts de personnes sont ainsi définis, chacun nécessitant des modes d'intervention particuliers. La recherche s'intéresse également au mode d'intervention des délégués de tutelle, en insistant sur les relations entre la dimension gestionnaire de la tutelle et le suivi médical du malade.</p>	<p>Rapport disponible n° 32/00</p>
<p>Christian LAVAL</p> <p>CRESAL UMR CNRS 5043 Université Jean-Monnet 34, rue Francis-Baulier 42023 Saint Etienne cedex 2</p> <p>ORSPERE-ONSMP Centre hospitalier le Vinatier 95 boulevard Pinel 69677 Bron cedex</p>	<p>La relation d'aide à l'épreuve de la souffrance psychique : l'exemple du dispositif RMI en région Rhône-Alpes</p> <p>Partant du constat que les acteurs sanitaires et sociaux de terrain partagent le diagnostic de la souffrance psychique des populations précarisées et qu'en conséquence une clinique sociale se développe dans le cadre des dispositifs d'insertion, la recherche vise tout d'abord à caractériser les professionnels chargés de traiter cette souffrance psychique. À partir d'une enquête par questionnaire et d'entretiens auprès de ces professionnels, elle tente de caractériser la relation d'aide que développent ces professionnels et son rapport avec la clinique d'une part, les politiques publiques de santé mentale de l'autre.</p>	<p>Rapport disponible n° 24/00</p>
<p>Patrice PINELL</p> <p>Centre de sociologie européenne IRESCO 59-61 rue Pouchet 75841 Paris cedex 17</p>	<p>Analyse sociologique de la formation des psychiatres en France (1968-2000)</p> <p>S'appuyant principalement sur le dépouillement des revues des organisations professionnelles de psychiatres, complété par des entretiens, cette recherche met en évidence l'importance, depuis les années 60, des enjeux autour de la formation des psychiatres et des tensions entre la spécificité de la psychiatrie et la logique universitaire. La question de la formation apporte ainsi un éclairage original sur la façon dont le champ de la psychiatrie s'est structuré et a évolué pendant toute cette période.</p>	<p>Rapport disponible n° 28/00</p>
<p>Pierre LASCOUMES Anne DEPAIGNE</p> <p>Groupe d'analyse des politiques publiques CNRS Tour Europa 94532 Thiais cedex</p>	<p>Accréditer la psychiatrie ? L'entrée en scène d'un nouvel instrument d'action publique</p> <p>Interprétation des référentiels d'accréditation par les psychiatres – Visite d'accréditation et confrontation de conceptions relatives à la « qualité des soins » en psychiatrie – Critères et références des auteurs des expertises – Effets de la démarche d'accréditation sur la dynamique interne des services psychiatriques.</p>	<p>Rapport disponible n° 10/01</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Bernard DORAY</p> <p>CEDRAT Maison des sciences de l'homme 54 boulevard Raspail 75006 Paris</p>	<p>Séminaire de recherche « Traumatismes »</p> <p>Les transfigurations actuelles d'un concept de la psychopathologie dans quatre champs du social : séquelles psychologiques des guerres; « accidents de personnes » dans le cadre de la conduite des trains (SNCF) ; violences subies par le personnel des hôpitaux de la part des malades ; traitement juridique du harcèlement sexuel au travail. Modalités de rencontre de l'individuel et du collectif.</p>	<p>Rapport disponible</p>
<p>Jacques MICHEL Olivier FAURE</p> <p>CERIEP Centre de politologie de Lyon 14 avenue Berthelot 69365 Lyon cedex 07</p>	<p>Séminaire de recherche « Politiques de santé mentale et cultures professionnelles »</p> <p>Analyse des cultures professionnelles en psychiatrie à travers la réception du cadre normatif qui leur est imposé (règles légales, réglementaires ou administratives)</p>	<p>Rapport disponible</p>
<p>Didier FASSIN</p> <p>CRESP Université Paris 13 – INSERM 74 rue Marcel Cachin 93017 Bobigny cedex</p>	<p>Traumatisme psychique et victimologie psychiatrique : nouvelles figures et nouvelles pratiques en santé mentale.</p> <p>Approche anthropologique et sociologique de nouvelles figures de la santé mentale centrées sur la « victime » : extension indéfinie de la catégorie ; stratégies des acteurs sur le marché de la souffrance ; écart entre l'expérience traumatisante et le statut de victime.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>n° 26/00</p>
<p>Lise DEMAILLY</p> <p>IFRESI-CLERSE-CNRS 2 rue des Canoniers 59800 Lille</p>	<p>Les modes de coordination entre professionnels dans le champ de la prise en charge des troubles psychiques</p> <p>Analyse sociologique des formes de coordination et des dispositifs de décloisonnement entre les professionnels de la prise en charge des troubles psychiques (professionnels centraux, généralistes de ville, psychiatres du privé, travailleurs du social, professionnels de la clinique psychosociale travaillant dans les associations) dans la région lilloise</p>	<p>novembre 2004</p>
<p>Nicolas DODIER</p> <p>CERMES INSERM- CNRS Site CNRS 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif</p>	<p>Les transformations de la place des usagers des services de santé mentale</p> <p>Analyse des conditions d'apparition des associations de défense des usagers et identification de leurs conceptions de la représentation et du type de savoirs dont elles se revendiquent ; étude de la place des usagers dans les services hospitaliers et dans la prise en charge extrahospitalière, en particulier la réhabilitation psychosociale</p>	<p>Gestion CNRS Janvier 2005</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Didier FASSIN</p> <p>CRESP Université Paris 13 – INSERM 74 rue Marcel Cachin 93017 Bobigny cedex</p>	<p>Les usages sociaux du traumatisme psychique. Enjeux d'une catégorie réinventée de la santé mentale</p> <p>À partir de trois scènes (accident collectif, crime sexuel et asile politique), étude de la manière dont la catégorie du traumatisme est utilisée et justifiée ainsi qu'étude des problèmes éthiques et pratiques que son maniement pose aux intervenants et aux victimes ; analyse de la façon dont, dans l'espace public ou les enceintes privées, les acteurs sociaux se mobilisent pour faire valoir des souffrances et des droits</p>	<p>Mai 2005</p>
<p>Claudie HAXAIRE</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U 611 Université Paris V René Descartes 12 rue de l'École de Médecine 75006 Paris</p>	<p>Représentations de la santé mentale et de la souffrance psychique par les médecins généralistes (Finistère et Côtes d'Armor)</p> <p>Analyse des difficultés des généralistes devant la souffrance psychique, leur besoin de formation, leur besoin de collaboration avec les autres professionnels, les modalités de suivi et de transmission des informations.</p>	<p>Juin 2005</p>
<p>Nicolas HENCKES</p> <p>CERMES CNRS UMR 8559/EHESS/INSERM U502 Site CNRS 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif</p>	<p>Innovations organisationnelles et impératifs gestionnaires dans la sectorisation psychiatrique : l'organisation sociale de la psychiatrie dans un département français</p> <p>Analyser au sein d'un département, d'une part les contenus des dispositifs professionnels et administratifs de gestion des établissements de santé, d'autre part la manière dont ces règles sont mises en œuvre par les acteurs dans les institutions. Entretiens avec les acteurs (professionnels, personnels administratifs, décideurs, représentants des malades), observations directes (réunions de service, conseils d'administration) et analyse de documents.</p>	<p>Mai 2005</p>
<p>Michel JOUBERT</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U 611 Université Paris V René Descartes 12 rue de l'École de Médecine 75006 Paris</p>	<p>Les recours volontaires en urgence à la psychiatrie : un marqueur des problèmes de prise en charge de la souffrance psychique dans le système français de santé mentale. Le système des urgences en santé mentale sur la région Île-de-France</p> <p>Analyser les interactions entre les différentes pièces du système de prise en charge, les trajectoires des patients, et les modes de réponse ainsi que les modes de gestion et de régulation de l'urgence.</p>	<p>Avril 2005</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Jean-Paul MOATTI</p> <p>INSERM U.379 232 boulevard Sainte Marguerite 13273 Marseille cedex 09</p>	<p>Déterminants de l'hétérogénéité des pratiques de prise en charge des problèmes de santé mentale en médecine de ville : étude des prescriptions d'antidépresseurs dans le cadre d'un panel représentatif de médecins généralistes libéraux de la région PACA</p> <p>Évaluer les variations des pratiques de prescriptions des antidépresseurs et identifier leurs déterminants ; évaluer l'adéquation entre prise en charge en médecine de ville et besoins de soins du patient présentant un épisode dépressif majeur. Ces connaissances doivent contribuer à identifier plus clairement les enjeux de l'amélioration de la performance sanitaire liée à la prise en charge de personnes souffrant d'un épisode dépressif majeur.</p>	<p>Décembre 2005</p>
<p>Livia VELPRY</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U.611 Université Paris V René Descartes 12 rue de l'École de Médecine 75006 Paris</p>	<p>Les personnes suivies pour troubles mentaux graves : modes de vie et itinéraires de prise en charge. Recherche sur un secteur parisien</p> <p>À partir de l'étude de la façon dont vivent les malades mentaux, reconstituer la place respective des différents acteurs et ressources dans la vie des personnes ainsi que les filières de soins suivies.</p>	<p>Gestion CNRS Décembre 2004</p>
<p>Hélène VERDOUX</p> <p>INSERM U.330 IFR de santé publique Université Victor Ségalen Bordeaux 2 146 avenue Léo Saignat 33076 Bordeaux cedex</p>	<p>Connaissances et représentations de la schizophrénie en médecine générale et scolaire</p> <p>Étude des représentations de la schizophrénie chez les médecins généralistes, les médecins et infirmières scolaires et leur niveau de connaissance, avec pour objectif de mettre au point un programme de formation pour une meilleure orientation des élèves vers les soins.</p>	<p>Novembre 2004</p>
<p>Nadia YOUNES</p> <p>Centre hospitalier de Versailles Service hospitalo-universitaire de psychiatrie 177 rue de Versailles 78157 Le Chesnay</p>	<p>Évaluation de l'efficacité d'une prise en charge en réseau pour les soins des patients déprimés des Yvelines Sud</p> <p>Décrire une intervention thérapeutique spécifique, la prise en charge partenariale (consultation d'avis spécialisés et de suivis conjoints) de patients anxieux et déprimés et l'évaluer après 18 mois de suivi en la comparant à un suivi sans cette intervention.</p>	<p>Novembre 2004</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Clément BONNET</p> <p>FASM Croix Marine 31 rue d'Amsterdam 75008 Paris</p>	<p>Associatif et santé mentale</p> <p>Analyse du rôle des organisations associatives, favorisant la création de structures d'accueil et/ou la gestion d'établissement et de services, dans les transformations actuelles de la psychiatrie et les évolutions des politiques de santé mentale en France.</p> <p>Seront en particulier abordés : l'étude de la typologie des associations concernées ; les réponses à la chronicité, la dimension de prévention et de promotion de la santé ; l'évaluation des conséquences de la démarche participative associative sur les changements dans les rapports humains des adhérents. ; les incidences sur les professionnels de la psychiatrie, qui par leur engagement dans l'associatif dépassent leur position de soignant prestataire de service, pour devenir des acteurs du changement social.</p>	<p>Février 2005</p>
<p>Françoise CHAMPION</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U 611 Université René Descartes Paris V 45 rue des Saints Pères, 75006 Paris</p>	<p>Les « psychothérapeutes non-académiques » entre champ de la santé mentale et marché du mieux-être</p> <p>Étudier un nouveau type d'acteur dans le domaine de la santé mentale : les psychothérapeutes non académiques qui ne sont ni psychologues cliniciens, ni psychiatres. L'hypothèse générale est qu'il est en train de se constituer une profession fondée sur le brouillage des frontières entre développement personnel et pathologie mentale. La recherche s'attachera à évaluer leur nombre, à préciser leur profil et leur offre thérapeutique et à analyser comment ils professionnalisent leur activité.</p>	<p>Février 2005</p>
<p>Julie DESCELLIERS</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U 611 Université René Descartes Paris V 45 rue des Saints Pères, 75006 Paris</p>	<p>Pratiques de prise en charge et de recherche sur les schizophrénies : ethnologie d'un dispositif hospitalo-universitaire</p> <p>Interroge les pratiques de prise en charge et de recherche de patients schizophrènes. Le projet est mené au sein du CHU Pitié-Salpêtrière. Il comporte trois volets : situer la phase d'hospitalisation du patient dans le cadre de sa trajectoire de vie ; étudier les pratiques de soins ainsi que la prise en charge quotidienne ; comprendre dans quelle mesure les savoirs produits dans les laboratoires de recherche infléchissent les pratiques psychiatriques ainsi que les représentations que les acteurs ont de la schizophrénie</p>	<p>Gestion CNRS Juillet 2005</p>
<p>Marie-Odile KREBS</p> <p>Equipe mixte Inserm 0117 Centre hospitalier Sainte-Anne 1 rue Cabanis, 75014 Paris</p>	<p>Analyse des trajectoires de soins et des parcours des patients souffrant de troubles psychotiques. Étude préalable</p> <p>Mieux connaître le parcours des sujets souffrant de schizophrénie (à travers leur scolarité, leur vie familiale, leur recours aux soins) dans la période qui précède l'éclosion franche des symptômes et le début de la prise en charge psychiatrique. La recherche utilisera conjointement deux angles d'approche, l'un par les patients et leur entourage, l'autre par les professionnels médicaux. Elle s'appuiera également sur la mise en place, en parallèle, du réseau PREPSY, dont l'objectif est la détection et la prise en charge des schizophrénies débutantes dans le 15^{ème} arrondissement de Paris.</p>	<p>Décembre 2004</p>
<p>Isabelle MAILLARD</p> <p>CESAMES CNRS UMR 8136 / INSERM U 611 Université René Descartes Paris V 45 rue des Saints Pères, 75006 Paris</p>	<p>Réseau de santé mentale et adolescents : le cas sud Yvelines</p> <p>Analyser les difficultés de la prise en charge des problèmes de santé mentale chez les adolescents (14-20 ans), dans le réseau de promotion pour la santé mentale du sud des Yvelines. Les objectifs sont d'expliquer les pratiques des différents acteurs relevant du sanitaire, du social ou de l'éducatif ainsi que les circuits, logiques et disparités des pratiques à l'échelle d'un territoire géographique déterminé. Différentes approches seront conciliées : des entretiens qualitatifs approfondis avec les acteurs et les adolescents ; les observations « in situ » de certaines structures ; et enfin les <i>focus group</i> associant les acteurs et partenaires du réseau à la logique d'analyse.</p>	<p>Gestion CNRS Décembre 2005</p>

Programme « PROTECTION SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE »

Antoine Parent

2000 / 2001

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la Recherche	Échéance
<p>François LANGOT (CEPREMAP) Arnaud CHERON (CEPREMAP & GAINS - Université du Maine) Jean – Olivier HAIRAUT (CEPREMAP & EUREQua – Univ. Paris 1)</p> <p>CEPREMAP 142 rue du Chevaleret 75013 PARIS</p>	<p>Le salaire minimum et les revenus de substitution comme outils de coordination des stratégies salariales des firmes – Une évaluation quantitative pour la France.</p> <p>Cette recherche évalue, à partir d'un modèle de recherche d'emploi d'équilibre, l'incidence du salaire minimum, des allocations chômage et du RMI sur les inégalités de revenus et le chômage. Les auteurs proposent une maquette du marché du travail à temps complet sur le segment des moins qualifiés tenant compte des interdépendances entre offre et demande de travail dans laquelle les distributions de salaire et de productivité sont endogènes, résultat d'un jeu stratégique entre entreprises. Spontanément ces dernières s'engagent dans une concurrence à la baisse des salaires qui débouchent sur une formation et une productivité faible. Les auteurs montrent que le SMIC et le RMI, au delà de leur objectif de réduction des inégalités tirent leur efficacité d'un mécanisme de coordination des stratégies individuelles des entreprises. Dans l'évaluation quantitative de leur modèle, les auteurs trouvent que le niveau actuel du SMIC est proche de son niveau optimal. Toute baisse en deçà de ce niveau optimal se traduirait par une dégradation de la productivité moyenne du travail et une diminution de la production.</p>	<p>Rapport disponible N° 29/00</p>
<p>Alain DESDOIGTS (EPEE) Fabien MOIZEAU (EUREQua - Université de Paris 1)</p> <p>EPEE Université d'Évry Val d'Essonne 4 boulevard François Mitterrand 91025 EVRY CEDEX</p>	<p>Régimes politico-économiques multiples, inégalités et croissance</p> <p>Cette recherche analyse la dimension redistributive des systèmes de protection sociale, dans une approche d'économie politique. Le modèle s'analyse comme un jeu entre trois classes d'agents (riches, moyens, pauvres). Les agents choisissent à partir d'un vote à la majorité un montant de transferts qui modifie la distribution des revenus. Mais contrairement aux modèles canoniques d'économie politique les choix de vote ne dépendent plus exclusivement de l'écart de revenu entre les agents médian et moyen. Différents scénarii de structure communautaire et de niveau d'inégalités initiales sont développés qui conduisent au choix de vote. L'analyse empirique effectuée met en évidence l'existence d'une relation en U entre les transferts et la distance riches – moyens et une relation en U inversé entre les transferts et la distance moyens – pauvres.</p>	<p>Rapport disponible N° 33/00</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la Recherche	Échéance
<p>Pierre – Yves GEOFFARD (DELTA) Michel GRIGNON (CREDES) Agnès COUFFINHAL (CREDES) Paul DOURGNON (CREDES) Florence JUSOT (DELTA) Florence NAUDIN (CREDES)</p> <p>DELTA 48 boulevard Jourdan 75014 PARIS</p> <p>CREDES 1 rue Paul Cézanne 75008 PARIS</p>	<p>Rôle de la couverture maladie dans l'insertion sur le marché du travail</p> <p>Cette recherche examine les liens entre couverture maladie et insertion sur le marché du travail. Un meilleur état de santé, élément du capital humain peut entraîner une augmentation de la productivité individuelle. Une couverture maladie du type « CMU + complémentaire » peut alors conduire à des gains d'efficacité. Les auteurs étudient les canaux de transmission suivants : l'assurance maladie conduit-elle à une consommation de soins plus élevée ? Cette consommation plus élevée se traduit-elle par un meilleur état de santé ? L'état de santé a-t-il un effet sur l'insertion professionnelle, tant du côté offre de travail que du côté demande de travail de la part des employeurs ? Une assurance accordée sous conditions de ressources peut elle induire des phénomènes de trappe à pauvreté ?</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 30/00</p>
<p>Bernard FRIOT</p> <p>Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi Université de Nancy 2 23 boulevard Albert Ier 54015 Nancy cedex</p>	<p>Mutations des ressources de l'emploi et de la protection sociale en Europe : vers une approche statistique</p> <p>Cette recherche présente une analyse des transformations de la nature des flux de ressources liées à l'emploi et à la protection sociale en Europe, à partir d'une typologie des « régimes de ressources » des travailleurs distinguant le salaire socialisé, le salaire différé, l'assurance publique, l'allocation tutélaire, le salaire pré-financé et l'épargne salariale. Cette nomenclature est appliquée à la compréhension des réformes du financement de l'emploi et de la protection sociale menée depuis le début des années 90 en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. Les auteurs mettent en lumière que la part du salaire socialisé recule au profit du salaire différé, de l'allocation tutélaire et de l'épargne salariale et s'interrogent sur le déplacement du statut de salarié vers celui d'allocataire et de rentier.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 04/02</p>
<p>Alain TRANNOY THEMA Université de Cergy-Pontoise 33 boulevard du Port 95011 Cergy-Pontoise</p>	<p>Fondements éthiques de la protection sociale : nouveaux développements</p> <p>Cette recherche comporte trois axes : – approfondissement de la théorie du « choix social équitable » appliquée à la santé et à la famille ; – développement de l'approche collective de la famille appliquée au bien-être collectif ; – mesure des inégalités lorsque la composition et la taille des familles changent. À partir des critères axiomatiques du choix social équitable, les auteurs proposent un classement des différentes politiques de santé, et un critère d'évaluation des allocations familiales. Le deuxième axe de recherche se focalise sur les inégalités individuelles au sein de la famille, les propriétés générales de l'évolution de ce type d'inégalités et les moyens de les compenser (les auteurs proposent une fonction de partage privé qu'ils testent sur données françaises). Sur le dernier point, les auteurs évaluent l'évolution des inégalités sur la période 1984-2000 en France (Enquête Budget des familles) en comparant deux critères d'inégalités, l'un fondé sur l'utilité moyenne d'un ménage, l'autre sur l'utilité moyenne d'un individu.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 01/02</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la Recherche	Échéance
<p>Liêm HOANG NGOC (MATISSE) Cuong LE VAN (CERMSEM)</p> <p>Université Paris 1 106 boulevard de l'Hôpital 75013 Paris</p>	<p>Les effets sur la croissance et sur l'emploi d'un mode de financement équitable de la protection sociale</p> <p>Cette recherche vise dans un premier à identifier le mode de financement de la protection sociale en France le plus équitable, dans une conception dérivée du principe rawlsien du maximin. Deux scenarii sont évalués : un remplacement des cotisations salariales par une CSG progressive (avec abattement forfaitaire) ; des cotisations patronales remplacées par une contribution patronale sur la valeur ajoutée. Dans un deuxième temps, l'incidence de ces mesures sur la croissance est estimée dans le cadre d'un modèle de croissance endogène néo-keynésien, où l'hypothèse de plein emploi est relâchée.</p>	<p>Mars 2004</p>
<p>Dominique GREINER</p> <p>LABORES Centre de recherche en éthique économique Université Catholique de Lille 60 boulevard Vauban 59016 Lille Cedex</p>	<p>Compensation, ciblage et incitation au travail : une analyse éthique et économique de la politique de prise en charge du handicap</p> <p>Cette recherche analyse la prise en charge sociale des personnes handicapées dans quatre pays (France, Belgique, Allemagne, Royaume-Uni) dans une perspective à la fois théorique, institutionnelle et comparative. La recherche révèle les préférences sociales implicitement inscrites dans les différents systèmes de redistribution de ces pays. Elle détaille la mise en place des procédures de sélection des bénéficiaires et les modalités d'intervention. Si tous les systèmes étudiés compensent les effets de la dépendance, les catégories ciblées peuvent l'être sur la base des besoins (Allemagne), des besoins et du niveau de revenu (France), ou principalement des revenus (Belgique, Royaume Uni). Les auteurs engagent alors une réflexion sur le lien entre les modalités de prise en charge du handicap et la marge d'autonomie laissée aux personnes dépendantes.</p>	<p>Rapport disponible N° 02/02</p>
<p>Pierre CAHUC</p> <p>EUREQua Université Paris 1 110 boulevard de l'hôpital 75013 Paris</p>	<p>Conséquences macroéconomiques de la protection sociale</p> <p>Cette recherche privilégie deux dimensions de la protection sociale : l'assurance chômage et la législation de la protection de l'emploi. Ces deux dimensions sont resituées dans le contexte des mutations du marché du travail liées à la tertiarisation des économies, aux développements des nouvelles technologies de l'information et à la mondialisation qui entraînent de nouvelles formes de risque et de précarisation. Ces évolutions amènent une réflexion sur l'adaptation des institutions françaises. Les auteurs montrent que cette adaptation ne passe pas par une diminution de la prise en charge des risques par la collectivité, mais plutôt par une profonde transformation des modalités de cette prise en charge.</p>	<p>Rapport disponible N° 05/02</p>

Programme

« ENJEUX LOCAUX ET DESTINATAIRES DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE »

Jean Noël Chopart †- Vincent Viet

2000

Recherches terminées

Responsables scientifiques/Equipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Christelle DAMOUR</p> <p>Marcel DRULHE Maryse PERVANCHON (responsables scientifiques)</p> <p>Centre d'étude des rationalités et des savoirs (CERS) Université de Toulouse Le Mirail / Maison de la recherche 5 allées Antonio Machado 31058 Toulouse cedex 1</p>	<p>De la mise sous tutelle aux prestations sociales enfants, aux politiques sociales et familiales : approche comparative de deux contextes locaux d'actions sociales</p> <p>Appuyée sur l'analyse d'une mesure de tutelle aux prestations sociales enfant (TPSE) exercée par les délégués à la tutelle de deux Unions départementales d'associations familiales (UDAF), cette recherche tente de comprendre la manière dont se construit le « social-familial » au sein des départements du Gers et de la Haute-Garonne. Sont notamment questionnées la place du juge dans la mise en œuvre des politiques d'aide et d'action sociale menées par les Conseils généraux et les représentations de la « bonne famille » ou de la « bonne gestion familiale » qui sous-tendent <i>a contrario</i> la mise sous tutelle. Il apparaît ainsi que le juge des enfants et celui des tutelles remplissent une fonction importante en obligeant les acteurs locaux (UDAF, associations) – qui veulent échapper à l'influence des élus locaux – à définir leur propre place (« lutte des places ») et leurs terrains d'action. En outre, les mesures de TPSE permettent à l'État (via le Ministère de la Justice) de conserver une certaine autorité sur la mise en œuvre de l'action sanitaire et sociale dans les départements, à l'heure où les questions sanitaires et sociales se décentralisent.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 02/01</p>
<p>Alain VILBROD Mathias GARDET</p> <p>Université de Bretagne Occidentale 20 rue Duquesne - BP 814 29285 Brest cedex</p>	<p>Entre planification volontariste et adaptation aux réalités locales. Les coordinations régionales en Bretagne dans le secteur de l'enfance et de l'adolescence inadaptées (1944-1984)</p> <p>Analyse historique et sociologique du rôle joué par deux instances de coordination régionales dans le secteur de l'enfance et de l'adolescence inadaptées sur la période 1944-1990 : la FBSEA créée en 1944, à laquelle a succédé le CREAM, en 1964. Cette recherche, qui s'appuie sur le dépouillement d'archives classées au centre des archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence d'Angers, se propose de mettre en perspective l'action de ces deux organismes en les rapportant aux réseaux d'acteurs locaux. Elle vise également à dégager les temporalités de ces actions et à caractériser leurs formes et leurs contenus.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 20/00</p>

Responsables scientifiques/Equipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Emmanuel SOUFFRIN Christian BRUNAUD</p> <p>Études ethnosociologiques dans l'Océan Indien 1 chemin Macé 97417 La Montagne (La Réunion)</p>	<p>La construction d'un modèle culturel de l'action sanitaire et sociale dans un département d'Outre Mer : La Réunion</p> <p>Cette recherche tente de décrypter les logiques qui ont structuré l'action sociale et sanitaire sur l'île de La Réunion. À partir des données des centres communaux d'action sociale et compte tenu de l'histoire de l'action sociale dans ce département d'outre-mer, il est possible de dégager trois visions ou modèles en interaction : celui de l'État, celui du département (modèle de « proximité ») et, enfin, un modèle alternatif de l'action sociale, porté par les relations entre les acteurs de terrains et les usagers. Ces trois modèles portent l'empreinte des conceptions de l'action sanitaire et sociale qui ont prévalu depuis la Deuxième Guerre mondiale : d'abord une tendance à la « médicalisation » des problèmes sociaux, puis une certaine idéologie du « rattrapage » du social sur le sanitaire. Ils se ressentent en outre des évolutions économiques et démographiques qui favorisent certains phénomènes d'exclusion, au point de faire pression sur les dispositifs sociaux. On observe que les différents niveaux d'intervention, auxquels se réfèrent ces modèles (État, conseil général, communes), construisent non seulement des catégories de publics, mais aussi des catégories de territoires et d'action. En retour, les publics ainsi surdéterminés s'adaptent aux dispositifs conçus à leur intention. Ce « frottement » crée les conditions d'une nouvelle configuration locale en termes de demandes et de besoins sociaux, mais sans qu'émerge une action locale autonome, c'est-à-dire pensable en dehors des catégories d'action de l'État, du conseil général et des communes. Il s'agit par conséquent d'identifier un intérêt général local et d'organiser l'action sociale en fonction de cet intérêt, tout en évitant certaines formes de clientélisme.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 18/00</p>
<p>Benoît BASTARD L. CARDIA-VONECHE Avec la participation de F. Barthélémy Sébastien Doutreligne</p> <p>Centre de sociologie des organisations CNRS 19 rue Amélie 75007 Paris</p>	<p>Peut-on décréter le partenariat ? La mise en place des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents</p> <p>Cette recherche porte sur la mise en place des Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) dans trois départements (Seine-Maritime, Seine-Saint-Denis, Haute-Savoie). Elle examine plus particulièrement les relations suscitées par cette création entre les institutions en charge des questions familiales - les Ddass, les conseils généraux, les CAF et l'ensemble des associations qui œuvrent en faveur de la parentalité. Les REAAP ont été créés par la circulaire du 9 mars 1999, à l'initiative de la Délégation interministérielle à la famille, en vue de mettre en réseau les professionnels concernés et de soutenir les initiatives des parents. Ils sont nés du souci du gouvernement, de donner une visibilité et un soutien au mouvement associatif qui, face aux difficultés éducatives rencontrées par les parents, a élaboré, depuis une dizaine d'années, toutes sortes de nouveaux dispositifs permettant de les accompagner – des lieux d'accueil enfants-parents, des services de médiation ou encore des groupes de parole. Il apparaît, en définitive, que le partenariat entre les instances engagées dans la mise en place du dispositif s'est réalisé dans un esprit très différent selon les départements. Dans tous les cas, il s'est révélé difficile de générer une animation de réseau et de mobiliser les parents.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N°25/00</p>

Responsables scientifiques/Equipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Patricia LONCLE (responsable scientifique) G. ALVESTGUI, Ph. ESTEBE, T. FRINAULT, F. PETITJEAN, A. ROUYER</p> <p>LAPSS / École nationale de la santé publique Avenue du Professeur Léon Bernard 35043 Rennes cedex</p> <p>CRAP / Institut d'études politiques de Rennes 104 boulevard de la Duchesse Anne 35700 Rennes</p>	<p>Styles locaux d'action publique et participation des usagers ; les jeunes et les personnes âgées à Rennes, Metz et Toulouse</p> <p>Cette recherche se proposait d'étudier l'influence des styles locaux d'action publique sur les modalités de participation des usagers à l'élaboration des décisions et programmes publics les concernant. Fondée sur la comparaison des modes de participation des usagers de l'action publique sur trois terrains (Rennes, Metz, Toulouse et sa région) et dans deux domaines de l'action publique (les politiques de la ville et de jeunesse, d'une part, les politiques de vieillesse, d'autre part), l'analyse fait ressortir une faible participation des usagers. En outre, deux tendances se dégagent : d'un côté, les expériences de conseils locaux de la jeunesse à Rennes et à Metz se situent dans la perspective d'une activation, d'un renforcement de la solidarité et de la citoyenneté. De l'autre, dans les cas des jeunes à Toulouse et des personnes âgées, c'est une logique de gestion qui prévaut, visant à évaluer plus finement les besoins des personnes, y compris dans un souci de réduction des dépenses. Les évolutions soulignées par les études de cas vont toutes dans ce sens. Le passage de l'Allocation compensatrice pour aide d'une tierce personne (ACTP) à la prestation spécifique dépendance (PSD) puis à l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), semblent symboliques de cette tendance à l'individualisation/contractualisation, avec un bémol, cependant, pour la Moselle où les personnes âgées semblent exposées à une évolution libérale peu protectrice. La logique sectorielle reste fondamentale dans la prise en charge des personnes âgées et dans la définition de leurs modalités de participation. Quant à la prise en charge des jeunes, elle est l'objet de tensions entre secteurs et territoires.</p>	<p>Rapport disponible N° 31/00</p>
<p>Cécolène FRISQUE</p> <p>Johanna SIMEANT (Univ. de la Rochelle) Michel DOBRY (Univ. Paris X) (responsables scientifiques)</p> <p>Maison des sciences de l'homme et de la société Université de la Rochelle 23 avenue Albert Einstein 17071 La Rochelle cedex 9</p>	<p>Le rôle des cadres administratifs intermédiaires dans l'inscription locale des politiques sociales du logement</p> <p>La recherche porte sur l'activité des cadres administratifs spécialistes du logement des personnes défavorisées, et sur leur rôle dans l'inscription locale de cette politique publique. Les cadres administratifs considérés sont situés à un échelon hiérarchique intermédiaire entre celui des agents « de terrain », « <i>street level bureaucrats</i> », en particulier les travailleurs sociaux, et celui des hauts fonctionnaires – « <i>top level bureaucrats</i> » – et des hommes politiques, souvent étudiés dans leurs interactions en tant qu'élites du système politico-administratif, notamment au plan local. Comment comprendre et analyser le travail effectué par ces cadres spécialisés ? Quelles relations professionnelles se construisent dans l'exercice de cette activité ? Quels résultats cette activité administrative a-t-elle sur la définition locale des politiques sociales du logement ? Telles sont les questions auxquelles cette recherche, réalisée sur trois sites (Les Sables d'Olonne, La Rochelle et Saint-Nazaire) tente de répondre, en étudiant d'abord les acteurs institutionnels concernés et la manière dont ils se positionnent, puis en examinant les multiples relations qu'ils entretiennent et enfin en analysant les résultats de leur travail à travers les différents aspects du fonctionnement des dispositifs mis en place.</p>	<p>Rapport disponible N° 01/01</p>

Responsables scientifiques/Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Pascal NICOLAS-LE STRAT J. AZEMAR O. NOËL</p> <p>Institut social et coopératif de recherche appliquée 14 rue de la République 34000 Montpellier</p>	<p>La construction locale des référentiels de l'action publique en direction des jeunes en voie de désaffiliation – une approche croisée Nîmes, Montpellier</p> <p>Appuyée sur trois terrains concernant le décrochage scolaire, la discrimination ethnico-raciale à l'emploi et l'errance juvénile, cette recherche porte sur la construction locale des référentiels d'action publique en direction des jeunes en voie de désaffiliation. Elle tente de dégager des lignes directrices pour éclairer, du point de vue des <i>cadres intermédiaires</i> des politiques concernées, les incertitudes de l'action publique locale. Elle aborde tour à tour les niveaux d'enjeux suivants : l'articulation entre les énoncés nationaux et leurs traductions locales ; la définition d'espaces pertinents pour aborder des questions complexes et politiquement controversées ; la fabrication d'actions concrètes au regard des professionnalités des acteurs concernés.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 23/00</p>

Programme
« LA PARENTÉ COMME LIEU DE SOLIDARITÉS : LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENTRAIDE ET DES OBLIGATIONS »

Patrick du Cheyron
2001

Recherches terminées

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Claudine ATTIAS-DONFUT François-Charles WOLFF</p> <p>Fondation nationale de gérontologie Direction des recherches CNAV 49 rue Mirabeau 75016 Paris</p>	<p>L'incidence des transferts patrimoniaux sur les trajectoires sociales</p> <p>Étude de l'interaction entre développement des transferts intergénérationnels familiaux et des inégalités sociales entre familles, à partir des enquêtes CNAV (trois générations) et Insee (actifs financiers). On étudiera aussi les rapports entre mobilité sociale, effet du patrimoine et évolutions des trajectoires individuelles.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 07/01</p>
<p>Luc ARRONDEL Cyril GRANGE André MASSON</p> <p>DELTA-CNRS/ENS 48 boulevard Jourdan 75014 Paris</p>	<p>Transferts publics, solidarités familiales et mutations patrimoniales entre générations</p> <p>À côté des modèles économiques fondés sur l'altruisme ou l'échange, on vise ici à étudier une période historique où l'État intervenait peu dans les politiques familiales et où le rôle du secteur bancaire ou associatif était moindre. L'approche porte, grâce à l'enquête TRA exploitée entre 1800 et 1950 en Loire-Atlantique, sur trois générations, à partir d'un modèle de réciprocité indirecte.</p> <p>La première partie de la recherche se consacre à l'approche de l'altruisme et de l'échange dans la littérature anglo-saxonne et aux réciprocités indirectes, en proposant un dialogue entre économie, sociologie et anthropologie.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>(Gestion CNAF)</p> <p>Mai 2003</p> <p>265 p. + annexes</p>
<p>Muriel REBOURG M. Jourdain, A. Louis-Pecha, P. Tracol</p> <p>Centre de recherche en droit privé Faculté de Droit Université de Bretagne Occidentale 12 rue de Kergoat – BP 816 29285 Brest cedex</p>	<p>Les recours des établissements publics de santé contre les débiteurs alimentaires</p> <p>Le travail porte sur le recouvrement des frais hospitaliers et la mise en œuvre des obligations familiales auprès des débiteurs alimentaires lorsque des frais d'hébergement restent impayés par le résident, dépourvu de ressources personnelles suffisantes. Il étudie le conflit de compétence entre juridiction administrative et judiciaire entre 1994 et 2000 et la pratique de recouvrement par les services hospitaliers du Finistère.</p> <p>L'étude quantitative auprès des TGI de Brest, Quimper et Morlaix débouche sur le constat d'un faible exercice du recours au plan local par les établissements publics de santé. Toutefois, ce contentieux est important en valeur et particulièrement long.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 09/01</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Bruno DEFFAINS Cécile BOURREAU-DUBOIS avec M. Doriat-Duban, E. Jankeliowitch-Laval, B. Jeandidier, O. Khelifi, E. Langlais, J.C. Ray</p> <p>ADEPS – Faculté de Droit Université de Nancy 4 rue de la Ravinelle – CO 26 54035 Nancy cedex</p>	<p>Les obligations alimentaires vis-à-vis des enfants de parents divorcés : une analyse économique au service du droit</p> <p>La recherche vise à s’interroger sur la pertinence d’introduire dans le droit de la famille un barème de calcul des pensions alimentaires. Privilégiant équité, efficacité et transparence, peut-il accroître la coopération dans la négociation entre époux et entre le couple et le juge ? Elle s’appuiera sur des données de cadrage sur les personnes concernées par ces pensions et évaluera l’impact des pensions sur le niveau de vie. Six logiques de barèmes sont testées et évaluées au regard d’indicateurs d’équité et d’efficacité.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 11/01</p>
<p>François CHAZEL Gwénola RICORDEAU</p> <p>GEMAS / MSH 54 boulevard Raspail 75006 Paris</p>	<p>La solidarité familiale à l’épreuve de l’incarcération : une analyse comparative</p> <p>Analyser dans quelle mesure la socialisation carcérale est compatible avec le maintien des liens familiaux et l’impact de la resocialisation lors de la libération sur la base d’enquêtes en France et au Canada. Recherche des variables pertinentes pour expliquer le maintien ou la rupture des liens familiaux, et les modes de réorganisation familiale. Prise en compte du lien amoureux et de la sexualité. La recherche (1 volume) ne contient que des données de cadrage sur le Canada</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>(Gestion GIP Mission de Recherche Droit et Justice)</p> <p>novembre 2003 237 p.</p>
<p>Nicole LAPIERRE Évelyne RIBERT</p> <p>CETSAH 22 rue d’Athènes 75009 Paris</p>	<p>Le RMI et les solidarités familiales</p> <p>La recherche s’applique aux logiques sociales présidant à la mobilisation ou non de l’aide familiale au profit de 51 allocataires du RMI et élabore une typologie des configurations familiales en fonction des logiques sociales sous-jacentes, avec prise en compte de l’interférence des logiques affectives. Les chercheuses ne constatent pas de rupture de liens familiaux consécutive à la perception du RMI, sauf à porter le coup de grâce à des relations familiales déjà mises à mal, et à pousser alors vers la précarité.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>(Gestion CNAF)</p> <p>août 2003 295 p.</p>
<p>Marie-Eve JOEL Amina ALLAOUACHE Agnès GRAMAIN Manuela GREVY Jérôme WITTWER</p> <p>LEGOS Université de Paris IX Dauphine Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris cedex 16</p>	<p>L’encadrement des solidarités familiales intergénérationnelles ascendantes : inégalités et disparités</p> <p>Observation de l’encadrement juridique de la solidarité ascendante des enfants et petits enfants vers leurs parents âgés pauvres et/ou dépendants, dans le cadre du dispositif légal. Étude des effets de ce dispositif sur les comportements économiques des enfants aidants, que l’aide soit spontanée, contrainte ou obligée (à travers l’obligation alimentaire et le recours sur succession). Ce rapport a associé travail des juristes et des économistes : le volet économique est centré sur la mise en œuvre de l’obligation alimentaire par les juges aux affaires familiales (62 décisions pour 305 obligations alimentaires dans 5 TGI différents).</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 06/01</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Paul-André ROSENTAL Jérôme BOURDIEU Gilles POSTEL-VINAY Akiko SUWA-EISENMANN</p> <p>INED – Histoire et populations 133 boulevard Davout 75980 Paris cedex 20</p>	<p>Circulation des ressources et territoire familial : une perspective de longue période (France 1850/1950)</p> <p>Après une longue analyse de l'enquête TRA et de ses limites, les auteurs caractérisent les stratégies de perpétuation familiale en fonction de la circulation des ressources et étudient les phénomènes de transmissions, réciprocité, exclusion ou fixation d'obligations dans la durée, en lien avec le développement général de l'économie. Ils prennent en compte la dispersion communales des fratries, leur dispersion selon la distance et les logiques de dispersion interne spécifiques à ces fratries.</p>	<p>Rapport disponible (Gestion CNAF) juillet 2003 184 p.</p>
<p>Françoise LE BORGNE-UGUEN Simone PENNEC Yvonne GUIGNARD-CLAUDIC Muriel REBOURG</p> <p>Atelier de recherche sociologique EA 3149 Université de Bretagne Occidentale 20 rue Duquesne – BP 814 29285 Brest Cedex</p>	<p>Les majeurs protégés : entre tuteurs familiaux et délégués professionnels à la tutelle : différentes frontières et articulations de l'échange familial</p> <p>Approche des régulations entre la personne sous tutelle, ses divers proches et les professionnels, délégués à la tutelle et/ou intervenants divers. Étude des tensions au sein du périmètre familial et de l'activité des tuteurs comme révélatrice de la mobilisation ou des limites de l'aide. Les travaux sont conduits avec l'UDAF du Finistère.</p>	<p>Rapport disponible (Confinancement GIP Mission de Recherche Droit et Justice et UNAF) juillet 2004</p>
<p>Jean Hugues DECHAUX Nicolas HERPIN</p> <p>Observatoire sociologique du changement FNSP 27 rue Saint Guillaume 75337 Paris cedex 07</p>	<p>Frères et sœurs à l'âge adulte : une parenté à géométrie variable</p> <p>Étude des formes de l'entraide entre germains (frères et sœurs) à l'âge adulte, dans le cadre d'une analyse des structures relationnelles de la parenté (articulation germanité/alliance et germanité/filiation). Prise en compte des effets de genre et de la culture familiale, avec un volet quantitatif et un volet qualitatif. Éclairage spécifique sur les relations d'argent entre germains et sur le clivage sexué des échanges</p>	<p>Rapport disponible N° 08/01</p>
<p>Sylvie CADOLLE Irène THERY</p> <p>Centre Raymond Aron École des hautes études en sciences sociales 105 boulevard Raspail 75006 Paris</p>	<p>Entraide et solidarité dans les constellations familiales recomposées. Un enjeu révélateur : la solidarité à l'égard des jeunes adultes.</p> <p>L'étude propose dans sa première partie un état de la recherche sociologique américaine sur le soutien aux jeunes devenant adultes dans les familles dissociées et recomposées. Le thème est abordé dans la seconde partie par une enquête de terrain en France auprès de milieux sociaux diversifiés : au terme des analyses des chercheuses, il apparaît que la famille recomposée ne mime pas la famille nucléaire.</p>	<p>Rapport disponible (Gestion CNAF) avril 2003 205 p.</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Liane MOZERE</p> <p>CERFI-EXEE 75 rue Quicampoix 75003 Paris</p>	<p>Adieu Philippine(s) : les solidarités entre confiance et contrainte ou l'aide dans tous ses états.</p> <p>Dans l'entremêlement des fondements matériels et affectifs des solidarités, entre amour et souffrance, un éclairage sur le travail domestique de jeunes femmes originaires des Philippines, venues s'employer en France et au Québec. Une approche de l'aspect équivoque des solidarités familiales.</p>	<p>Rapport disponible (Gestion FASILD) novembre 2003</p>
<p>Jim HOGG (ICS. CNAV) Catherine BONVALET (INED)</p> <p>Institute of Community Studies 18, Victoria Park square Bethnal Green, London E29PF Grande Bretagne</p>	<p>La parenté comme lieu de solidarités : l'état des enquêtes sur l'entraide en Europe</p> <p>Repérage dans l'Union Européenne et en Amérique du Nord des enquêtes consacrées à l'entraide et à la solidarité au sein des familles et à leur périphérie. Mise en perspective de leurs méthodes et problématiques ; analyse des acquis et limites de ces enquêtes, pour souligner les enjeux politiques, la mesure de la solidarité et de l'entraide. 25 enquêtes sont analysées.</p>	<p>Rapport disponible (Gestion Drees) mai 2004 251 p.</p>

Programme
« LES DYNAMIQUES PROFESSIONNELLES DANS LE CHAMP DE LA SANTÉ »

Françoise Bouchayer puis Martine Sonnet
2001

Recherches en cours

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Régine BERCOT Frédéric DE CONINCK</p> <p>LATTS École nationale des Ponts et chaussées 6-8, Avenue Blaise Pascal – Cité Descartes 77455 Marne La Vallée cedex 2</p>	<p>Réseaux de santé, nouvelles professionnalités, nouvelles relations de service</p> <p>Les réseaux de santé semblent répondre à la demande sociale d'une médecine plus proche des patients, plus adaptée au cas de chacun, sans pour autant nécessiter de lourds investissements hospitaliers. Mais force est de constater que ces réseaux se développent lentement et qu'ils font face à de nombreux obstacles. La problématique soulevée par la présente recherche porte ainsi sur la question des nouvelles coopérations nécessaires pour qu'un réseau existe et se pérennise. L'analyse a été étayée par l'étude de deux réseaux qui perdurent depuis leur création, l'un est un réseau santé/social en banlieue parisienne et l'autre, un réseau de prise en charge de l'insuffisance cardiaque dans une grande ville de province ; l'un et l'autre ont été étudiés à partir d'entretiens et d'observations. Des difficultés ont pu être identifiées à partir des déplacements à l'œuvre dans les rapports entre professions médicales, entre institutions gestionnaires de la santé et entre professions médicales et patients. Dans les deux cas étudiés, une priorité est donnée à la communication de l'information entre tous ces acteurs et c'est précisément sur le front de l'échange, de l'argumentation et de la circulation des savoirs que se nouent le développement du réseau et l'acquisition de nouvelles compétences pour chacun. Malheureusement, le travail de coordination et de construction des coopérations est régulièrement sous-estimé. Ce manque de reconnaissance est d'autant plus dommageable que ces réseaux de santé permettent de voir émerger une nouvelle relation de service de santé, plus à l'écoute de la demande du patient dans sa singularité.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 13/01</p>
<p>Janine BARBOT</p> <p>CERMES INSERM-CNRS Site CNRS 7 rue Guy Moquet 94801 Villejuif cedex</p>	<p>Les professionnels de santé face aux procès. Une approche sociologique du risque judiciaire lié aux activités de soins</p> <p>Cette recherche traitera des perceptions et des réactions des professionnels de santé face à l'accroissement des recours en justice des victimes d'accidents médicaux. Considérant en arrière plan la situation aux États Unis, il s'agira d'analyser les évolutions de la situation en la matière, en France.</p> <p>Un travail documentaire déjà engagé sera approfondi et trois types de terrains « exposés » à la question des procès, sur des modes différents, seront étudiés : l'univers professionnel de l'hémophilie ; des services impliqués dans une affaire locale avec trois cas de figure (procès contre un établissement, contre un médecin, contre un professionnel paramédical) ; des services considérés comme les plus exposés aux poursuites judiciaires (anesthésie/réanimation, gynécologie/obstétrique).</p>	<p>Février 2004</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Dominique VINCK Pascale TROMPETTE</p> <p>CRISTO UPMF Grenoble II Campus Universitaire – B.P 47 38040 Grenoble cedex</p>	<p>Travail, identité et dynamique de professionnalisation dans le secteur des pompes funèbres</p> <p>Cette recherche porte sur un secteur encore très peu exploré, intéressant le champ de l’immédiate après vie et conjuguant des enjeux relatifs à la gestion du corps et aux contraintes d’ordre public. Ce sont dans les établissements de santé – hôpitaux, maisons de retraite – qu’ont lieu, en France, plus de 70 % des décès. Pour les établissements de santé, la gestion de la mort a le plus souvent été résolue par simple démission, déléguant aux pompes funèbres la prise en charge du cadavre.</p> <p>Conjuguant des perspectives anthropologique, sociologique et d’ergonomie du travail, l’approche développée sera ancrée dans l’étude ethnographique des mondes sociaux du travail funéraire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comment s’opère la construction sociale de l’identité des professionnels des services funéraires ? - qu’en est-il des stratégies collectives de professionnalisation dans un contexte de structuration d’un marché ? - comment évoluent les qualifications et formes d’emploi dans ce secteur en pleine mutation ? 	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 22/01</p>
<p>Christelle SALLES sous la dir. de</p> <p>Philippe URFALINO</p> <p>Centre de sociologie des organisations 19, rue Amélie 75007 Paris</p>	<p>Au bénéfice du doute : les « notables de la ménopause » face aux risques du traitement hormonal substitutif</p> <p>L’indépendance de l’information médicale est souvent mise en cause. D’abord au niveau de la production scientifique et de la publication de ses résultats dans les revues savantes, à cause du poids de l’industrie pharmaceutique dans la recherche et des conflits d’intérêt qui en résultent. Ensuite, au niveau de l’information qui touche plus directement les médecins prescripteurs dont la formation permanente est faible et en partie dispensée par les firmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le présent rapport de recherche vise à étudier les déterminants de l’information médicale des médecins dans un domaine particulier : la gynécologie et le marché des hormones. L’information privilégiée est celle qui concerne les bienfaits et les risques (notamment en matière de cancer et de maladie cardio-vasculaire), dus à la pilule contraceptive et au traitement de la ménopause (traitement hormonal substitutif – THS). La recherche, qui porte sur les trente dernières années en France, a pour objet les controverses suscitées par ces hormones, la formation de leaders d’opinion en gynécologie, la production de l’information dans les journaux féminins, les magazines de vulgarisation médicale et les revues savantes. Elle vise à discriminer les rôles respectifs et les interactions entre sociétés savantes, stratégies d’influence des firmes et militantisme féministe. 	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 18/01</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Patrick BRUNETEAUX Centre de recherches politiques de la Sorbonne Université Paris 1 17, rue de la Sorbonne 75231 Paris cedex 05</p>	<p>Un métier émergent : les relais santé à Emmaüs : un engagement associatif vers une professionnalisation des pairs les plus impliqués auprès des SDF à la rue sans assistance sanitaire et sociale</p> <p>Cette recherche porte sur plusieurs structures associatives assurant des fonctions de « relais-santé », notamment Emmaüs. Il s'agit d'une recherche-action ayant donné lieu à la réalisation d'un documentaire audiovisuel à visée pédagogique de restitution des pratiques aux acteurs concernés. D'une manière générale, les auteurs distinguent plusieurs type de structures. Un premier intervient « sur les bases mêmes de l'humanité » auprès de populations directement exposées au risque de mort ou dont les conditions de vie sont telles que l'ensemble de leur vie est problématique sur le plan de la santé. Un second groupe rassemble celles dont les activités prioritaires relèvent de la réduction des risques en direction de groupes marginalisés (jeunes des cités, détenus, teufeurs). Un troisième groupe vise les actions centrées sur une mise en lien avec des structures de soins (associations de santé communautaire maghrébines ou de l'Afrique subsaharienne des quartiers d'habitat social). Un dernier ensemble de structures est fédéré par la logique de la santé au quotidien : c'est l'hygiène de vie qui est alors mise en avant, ce qui ne nécessite par forcément une interpellation du système de soin.</p>	<p>Rapport disponible N° 14/01</p>
<p>François-Xavier SCHWEYER LAPSS –ENSP Avenue du Professeur Léon Bernard 35043 RENNES CEDEX</p>	<p>Les ingénieurs biomédicaux hospitaliers. La gestion négociée des techniques et des modes d'intervention dans le champ hospitalier</p> <p>Cette recherche a pour objet la gestion négociée des systèmes techniques hospitaliers. Plus particulièrement, les Ingénieurs biomédicaux hospitaliers (IBMH) sont choisis comme descripteurs privilégiés des interrelations entre professionnels de santé autour des systèmes techniques. Le projet se structure autour de deux axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La constitution et la dynamique du groupe professionnel des IBHM. Il s'agit d'un métier récent dont le développement sera étudié à partir de l'hypothèse d'industrialisation de l'hôpital. - La gestion négociée du système technique hospitalier, approchée autour d'une hypothèse centrale qui est que les relations interprofessionnelles se structurent en fonction des configurations techniques utilisées et qui peuvent être réparties en trois types : d'ordre logistique, diagnostic ou curatif. 	<p>Rapport disponible N°15/01</p>
<p>Yann BOURGUEIL Groupe IMAGE – Antenne ENSP 14, rue du Val d'Osne 94410 Saint-Maurice</p>	<p>La coordination : entre logiques et gestionnaires et dynamiques professionnelles</p> <p>Ce projet propose d'explorer la façon dont des dynamiques professionnelles et des logiques gestionnaires émergent autour de la question de la coordination. Celle-ci est abordée sous l'angle des processus de formalisation, par opposition à l'ajustement mutuel et implicite des pratiques existant dans toute situation de travail mettant en relation plusieurs acteurs.</p> <p>Deux niveaux d'investigation, complémentaires, seront retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation de monographies de coordination à partir de réseaux appartenant aux champs de la périnatalité, de la gériatrie, des soins palliatifs et des soins de proximité (niveau micro) ; - étude, dans les quatre champs retenus, des processus de légitimation scientifique – formations universitaires, recherche bibliographique, colloques – et de légitimation politique – textes de lois et réglementaires, syndicat et sociétés savantes, etc (niveau macro). 	<p>Mars 2004</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Marie-Danièle BARRE</p> <p>Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales 43, boulevard Vauban 78280 Guyancourt</p>	<p>Approche sociologique des « acteurs de première ligne » dans le cadre de la politique de réduction des risques liés à la toxicomanie. Étude d'une relation professionnelle</p> <p>L'espace professionnel étudié est celui créé par la mise en œuvre de la politique de réduction des risques à l'égard des usagers de drogues marginalisés. La méthodologie utilisée est essentiellement qualitative, basée sur l'observation en dehors des institutions d'une clientèle stigmatisée, dans un contexte de subjectivation des normes pénale et sanitaire. Dans cet espace professionnel « déviant », des acteurs diversifiés se regroupent autour de pratiques, représentations et valeurs de travail, communes. Ils présentent des identités professionnelles parfois incertaines, parfois affirmées et souvent plurielles et complexes, reposant sur des apprentissages du travail de réduction des risques très diversifiés. Si cette pluralité d'identités est pour les uns le signe d'une richesse, la possession de ressources professionnelles diversifiées et propices à la mobilité, on peut se demander si pour d'autres, elle n'est pas, en l'absence d'une élaboration suffisante des savoir-faire acquis, le signe d'une difficulté à se construire professionnellement. Enfin, si le législateur semble vouloir conforter la licence légale accordée à ce type d'acteurs d'exercer leur travail, le contenu de leur mandat reste très ambigu. Cette imprécision leur offre cependant des marges de manœuvre pour continuer.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 17/01</p>
<p>Françoise ACKER</p> <p>CERMES CNRS UMR 8559/EHESS/INSERM U502 Site CNRS 7 rue Guy Moquet 94 801 Villejuif cedex</p>	<p>Configurations et reconfigurations du travail infirmier</p> <p>Cette recherche porte sur les reconfigurations actuelles du travail infirmier à l'hôpital. Quelles sont les inflexions des pratiques quotidiennes des infirmières et de l'équipe soignante résultant des évolutions récentes de l'activité médicale, de la définition et du pilotage de l'offre de soins, des redéfinitions des espaces de travail, ainsi que des référentiels accompagnant les nouveaux modes d'organisation et de gestion des ressources humaines à l'hôpital ? Comment le personnel infirmier s'adapte-t-il à ces nouvelles données ? Comment les intègre-t-il dans une dynamique professionnelle qui, ces trente dernières années au moins, a promu l'autonomie, le contrôle du travail et l'expertise scientifique ? Pour tenter de répondre à ces questions, des observations longues et des entretiens ethnographiques ont été menés dans un établissement spécialisé en cancérologie de la région parisienne, recevant des patients en court séjour, dans lequel un premier travail d'observation avait été mené entre 1993 et 1996. La connaissance de l'organisation du travail médical et soignant antérieure et les retrouvailles avec un certain nombre de cadres, d'infirmières et d'aides-soignantes déjà rencontrés lors de la première recherche ont permis de mieux appréhender les modifications intervenues dans leur environnement de travail et leur travail lui-même.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N°16/01</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Geneviève CRESSON (responsable scientifique), Michel CASTRA, Sylvie DENQUIN, Alexis FERRAND, Philippe LARDE</p> <p>C.L.E.R.S.E. Faculté des sciences économiques et sociales Université de Lille I 59655 Villeneuve d'Ascq cedex</p>	<p>Des groupes informels aux réseaux de soins : diversité des régulations et circulation des informations</p> <p>Quatre groupes ou réseaux professionnels ont été soumis à une analyse commune afin de rendre compte de la variété des dynamiques professionnelles à l'œuvre en matière d'échanges et de réseaux, en fonction des contraintes économiques, des incitations administratives, de l'évolution des connaissances médico-scientifiques ainsi que des populations prises en charge. Les équipes mobiles de soins palliatifs intervenant à l'hôpital, les professionnels intervenant dans la prise en charge des insuffisants rénaux, un réseau de soins en cancérologie, et les centres de ressources et de compétences pour la mucoviscidose ont ainsi été étudiés dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ces quatre groupes et réseaux, concernant autant de syndromes ou étapes pathologiques, présentent des caractéristiques propres dont la compréhension a impliqué une différenciation des travaux. Les terrains sont diversifiés non seulement par la pathologie (nature, incidence, gravité à court ou plus long termes...) l'expérience de la maladie et des soins (âge à l'entrée et durée de l'exposition aux soins, pathologies associées...), mais aussi par les lieux (institutions, localisations géographiques) et par le type de contrat qui lie les partenaires (et leur nombre), etc. L'enquête par observation directe a permis d'appréhender le fonctionnement quotidien des équipes et leurs interactions. Des entretiens de type semi-directif ont été menés auprès de certains des acteurs-clés, afin d'appréhender les différentes logiques professionnelles.</p>	<p>Rapport disponible N°20/01</p>
<p>Luc CHAMBOLLE</p> <p>Économie et humanisme 14, rue Antoine Dumont 69372 LYON CEDEX 08</p>	<p>Expériences communes et engagements singuliers dans le champ d'intervention santé/précarité : études de cas dans l'agglomération lyonnaise</p> <p>Cette recherche porte sur l'analyse des dynamiques qui structurent les pratiques des professionnels de santé intervenant dans divers dispositifs de prise en charge de populations en situation de précarité : Permanences d'accès aux soins de santé (PASS) mises en place en milieu hospitalier et actions de proximité initiés au sein des contrats de ville ou dans le cadre de politiques locales. Au vu du matériau recueilli (entretiens auprès de professionnels, approche ethnographique du fonctionnement des structures), les auteurs s'interrogent sur la nécessité de promouvoir une nouvelle définition de la médecine et des médecins qui sous-tende l'articulation entre le sanitaire et le social, à travers la prise en compte de la personne soignée mais aussi de dispositifs singuliers adaptés aux populations précaires. Ce qu'ils nomment « le compromis bio-psycho-social » se construit de jour en jour par l'engagement d'acteurs professionnels dont les actes sont partiellement le produit de la mise en réflexivité de leur propre expérience biographique. Ces acteurs parviennent, dans des contextes institutionnels et financiers souvent eux-mêmes précaires, à instituer collectivement des formes d'engagement et d'aide bien spécifiques où les dimensions de proximité territoriale ainsi que d'engagement personnel et professionnel apparaissent centrales.</p>	<p>Rapport disponible N° 12/01</p>

Programme
« RÉSEAUX RÉGIONAUX DE LA RECHERCHE EN SANTÉ PUBLIQUE »

Martine Burdillat puis Jacqueline Delbecq, Vincent Boissonnat

2001
Recherches en cours

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Jean-Claude MOISDON ARMINES 60 boulevard Saint Michel 75006 Paris</p>	<p>Réseau de recherche sur de nouvelles méthodologies d'organisation sanitaire fondées sur la notion de trajectoires de patients</p> <p>L'objectif de ce travail est de disposer d'un descriptif détaillé des prises en charge des patients, aussi bien en matière d'hospitalisation que de soins ambulatoires, et de procéder, avec l'aide de professionnels diversifiés, puis d'usagers, à des analyses de ce que révèlent ces descriptifs en matière notamment de déséquilibres géographiques de l'offre ou d'écarts par rapport à des schémas de référence. L'analyse porte sur une pathologie précise, les maladies cardiaques. La zone géographique étudiée correspond au secteur de l'hôpital de Lagny.</p>	<p>Rapport disponible N° 07/02</p>
<p>Karen RITCHIE INSERM EMI 9930 Hôpital de la Colombières 39 avenue Charles Flahault 34092 Montpellier cedex 5</p>	<p>Service et évaluation en santé mentale : Étude des filières de soins en psychiatrie adulte</p> <p>L'objet de ce travail est l'analyse des principales causes du défaut de prise en charge des troubles mentaux. Le réseau de chercheurs et de cliniciens proposera un modèle conceptuel pour l'évaluation des soins en santé mentale et mettra en place une évaluation des soins en santé mentale, dans la région Languedoc- Roussillon.</p>	<p>Rapport disponible N° 08/02</p>
<p>Didier LEMERY Nicole MAMELLE Maternité de l'Hôtel Dieu Avenue Vercingétorix 69003 Clermont-Ferrand INSERM U. 369 151 cours Albert Thomas 69424 Lyon cedex</p>	<p>Organisation en réseau de soins périnataux : acceptabilité par les professionnels et les usagers, mise en place d'un système d'information innovant, élaboration et test d'un protocole commun d'évaluation</p> <p>Cette recherche s'attache à évaluer, dans la région Auvergne, la perception par les professionnels et par les usagers de la politique d'orientation des accouchements selon leur niveau de risque, en repérant notamment les attentes et les craintes que suscitent chez les professionnels de santé le partage des informations et le travail en réseau.</p>	<p>Rapport disponible N° 09/02</p>
<p>Sophie BÉJEAN LATEC, Université de Bourgogne 2 boulevard Gabriel 21000 Dijon</p>	<p>Réseau de recherche sur le rôle du médecin généraliste dans l'organisation des soins</p> <p>Le réseau constitué dans la région Bourgogne confrontera les analyses de chercheurs de différentes disciplines et celles de professionnels de santé sur le rôle du médecin généraliste dans l'organisation des soins. Le domaine d'application envisagé est la surveillance du cancer colorectal et les nouveaux dispositifs de formation et de stage.</p>	<p>Juillet 2003 (Gestion INSERM)</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Pierre CHAUVIN</p> <p>Inserm U 444 27 rue Chaligny 75012 Paris</p>	<p>Réseau de recherche multidisciplinaire santé, inégalités et ruptures sociales en Île-de-France</p> <p>Le financement accordé dans le cadre de cet appel d'offres doit permettre d'approfondir l'analyse des processus sociaux de l'observance et de l'adhésion aux soins et l'influence des professionnels de santé, en comparant VIH, tuberculose, HTA et diabète insulino-dépendant.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>
<p>Hélène GRANDJEAN</p> <p>Inserm U 558 Faculté de médecine 37 allée Jules Gusede 31073 Toulouse</p>	<p>Réseau de recherche sur les handicaps de l'enfant en Haute-Garonne : prise en charge précoce, intégration scolaire et sociale, accompagnement des familles</p> <p>L'activité de recherche du réseau se focalisera sur l'analyse des modalités d'accompagnement des familles, en particulier au moment de l'annonce du handicap et de la période suivant immédiatement cette annonce. Une approche comparative (Canada, Italie, Danemark) sera développée L'organisation de séminaires thématiques d'échanges doit permettre la diffusion des connaissances auprès des acteurs régionaux et des parents.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>
<p>Marie-Christine HARDY-BAYLÉ</p> <p>Laboratoire universitaire du centre hospitalier de Versailles 177 rue de Versailles 78157 Le Chesnay</p>	<p>Réseau de recherche en santé mentale sud Yvelines</p> <p>Ce réseau regroupe plus de 1 000 professionnels et comprend huit secteurs de psychiatrie adulte et trois intersecteurs de psychiatrie infanto-juvénile. Son activité de recherche a pour objet une meilleure connaissance des besoins en santé mentale, à partir notamment de l'analyse des trajectoires des patients et une évaluation des déterminants de l'accès aux soins.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>
<p>Nathalie PELLETIER- FLEURY</p> <p>Inserm U. 537 80 rue du général Leclerc 94276 Le Kremlin Bicêtre</p>	<p>Réseau francilien de recherche en prévention</p> <p>La recherche se consacre au recueil et à l'analyse des données de nature économique sur les actions de prévention menées par les professionnels de santé et financées sur le Fonds national d'assurance maladie. Elle vise à une délimitation du champ des actions de prévention dans l'optique de la mise en place de comptes de la prévention.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>
<p>Roger SALAMON</p> <p>Inserm U 593 Université Victor Ségalen Bordeaux 2 146 avenue Léo Saignat 33076 Bordeaux cedex</p>	<p>Recherche évaluative sur la performance des réseaux de soins</p> <p>L'objet de ce réseau est l'évaluation de la performance des réseaux de cancérologie et notamment l'impact de ces réseaux sur les trajectoires de soins suivies par les patientes atteintes de cancer du sein : déterminants de la trajectoire, satisfaction des patientes et des professionnels de santé et évaluation médico-économique de la prise en charge. Des équipes de deux régions , Aquitaine et Poitou-Charentes, sont impliquées dans ce réseau.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Roland SAMBUC EA 3279, laboratoire de santé publique 27 boulevard Jean Moulin 13385 Marseille Cedex 5</p>	<p>Réseau régional de recherche en santé publique sur la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale</p> <p>Trois projets seront développés dans la région Paca : la mise en place d'un recueil de données épidémiologiques continu, la définition d'une problématique relative aux variations des modalités de prise en charge par le médecin généraliste des patients qui rentrent en ICRT et l'étude de la qualité de vie des patients.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>
<p>Pierre VERGER INSERM U.379 232 boulevard Ste Marguerite 13273 Marseille cedex 9</p>	<p>Conditions d'existence des personnes handicapées, besoins d'aide et offre de soins en Provence Côte d'Azur et dans les Bouches du Rhône</p> <p>Ce réseau s'attachera à l'évaluation des besoins actuels et futurs d'aide et de prise en charge des personnes handicapées ou dépendantes . ces travaux se feront a travers l'exploitation de l'enquête HID et le recueil de données sur les équipements ; les services et les aides disponibles au niveau régional et départemental.</p>	<p>Septembre 2004 (Gestion INSERM)</p>

Programme
« RECHERCHES À PARTIR DE L'ENQUÊTE HANDICAPS, INCAPACITÉS, DÉPENDANCE »

Vincent Boissonnat

2002
Recherches en cours

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Martine BUNGENER CERMES CNRS UMR 8559/EHESS/INSERM U502 Site CNRS 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif</p>	<p>Spécificités des modes de reconnaissance et de prise en charge des problèmes de santé mentale</p> <p>Cette recherche est centrée les adultes vivant en ménage ordinaire et souffrant de pathologies mentales. Elle entend développer deux axes :</p> <p>1 - les modes de reconnaissance des problèmes de santé mentale . 2 - les modes de prise en charge profanes et spécialisés.</p>	<p>Novembre 2004</p>
<p>Georges DELLATOLAS Claudine Martin INSERM U. 472 16 avenue Paul-Vaillant Couturier 94807 Villejuif cedex</p>	<p>Communication, langage oral et apprentissages fondamentaux (lire, écrire, compter) en fonction du type de déficience et de la scolarisation chez l'enfant et l'adulte</p> <p>L'objectif de cette recherche est :</p> <p>1 - de chiffrer la prévalence des difficultés de communication et de langage oral chez les enfants et les adultes ; 2 - d'en analyser l'évolution durant les 2 ans qui séparent les 2 passages de l'enquête ; 3 - de caractériser les facteurs (déficiences et situation sociale) associés à ces difficultés.</p>	<p>Rapport disponible N° 15/02</p>
<p>Pierre VERGER INSERM U. 379 Institut Paoli Calmettes 232 boulevard Sainte Marguerite 13273 Marseille Cedex 9</p>	<p>Déterminants socio-économiques de l'inadéquation entre les besoins d'aides et la nature des aides apportées aux personnes dépendantes vivant à domicile</p> <p>Il s'agit d'estimer l'importance des facteurs extra cliniques (en particulier économiques et sociaux) dans le caractère adéquat ou non de la prise en charge des personnes âgées dépendantes (dont celles maintenues à domicile).</p>	<p>Rapport disponible N° 16/02</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Florence WEBER Emilie Biland, Jean-Sébastien Eidliman, Séverine Gojard Laboratoire de Sciences Sociales École normale supérieure 48 boulevard Jourdan 75014 Paris</p>	<p>Dispositifs institutionnels et soutien familial. Pour comprendre les inégalités sociales de la prise en charge du handicap</p> <p>La recherche propose un indicateur des situations vécues par les personnes ayant des difficultés dans la réalisation des activités quotidiennes. Quatre situations sont distinguées : en situation de « handicap » comme en situation de « dépendance », les personnes reçoivent de l'aide exclusivement familiale pour les activités dites « vitales » dans le premier cas : en situation d'« aménagement » comme en situation de « soutien », les personnes n'ont de difficultés que pour les activités dites « sociales » ou « substituables », les premières ayant transformé leur mode de vie de manière à se passer d'aide. L'étude de deux populations, les moins de vingt ans atteints de déficience intellectuelle ou psychique et les adultes atteints d'une déficience visuelle, met en évidence d'une part la sous-déclaration de l'aide familiale lorsque la dépendance paraît « naturelle », d'autre part le caractère vital de toute aide lorsque la personne aidée n'est pas en état de décider elle-même de recourir à un tiers, enfin l'existence de routines lorsque la déficience est ancienne et stabilisée. L'étude des plus de cinquante ans restés à domicile montre la désynchronisation des transitions vers la vieillesse ainsi que l'efficacité des politiques du grand âge autour de 75 ans et revient sur le problème spécifique des handicaps vieillissants.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 17/02</p>
<p>Pierre MARISSAL Stéphane Robin Centre de recherches économiques, sociologiques et de gestion Institut Catholique de Lille 1 rue Norbert Segard BP 109 59016 Lille cedex</p>	<p>Handicap et marché du travail : processus de reconnaissance sociale du handicap et employabilité des personnes handicapées</p> <p>L'objectif du projet est d'étudier, sous l'angle de l'économie du travail :</p> <p>1 - les critères de la reconnaissance sociale du handicap par les Cotorep ; 2- l'effet de l'état de santé, de la reconnaissance sociale et de l'accumulation de capital humain sur l'employabilité des personnes handicapées. Approche descriptive et économétrique.</p>	<p>Rapport disponible</p> <p>N° 19/02</p>
<p>Annette LECLERC</p> <p>INSERM U. 88 14 rue du Val d'Osne 94410 Saint Maurice</p>	<p>Incapacités, situation par rapport à l'emploi et inégalités sociales : l'exemple des lombalgies dans la population de 30 à 64 ans</p>	<p>Novembre 2004</p> <p>(Gestion INSERM)</p>
<p>Pierre-Yves ANCEL</p> <p>INSERM U. 149 16 avenue Paul-Vaillant Couturier 94807 Villejuif cedex</p>	<p>Handicaps des enfants âgés de moins de 15 ans en fonction du type de déficience, de la prise en charge et du milieu social</p>	<p>Novembre 2004</p> <p>(Gestion INSERM)</p>

Programme
« RECHERCHES À PARTIR DE L'ENQUÊTE HANDICAPS, INCAPACITÉS, DÉPENDANCE – PRISONS »

Vincent Boissonnat

2004

Recherches en cours

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Pierre VERGER ORS PACA 23 rue Stanislas Torrents 13273 Marseille Cedex 9</p>	<p>Analyse des besoins d'aide et des besoins d'aide non satisfaits en milieu carcéral</p> <p>Il s'agit de mesurer l'impact spécifique de l'incarcération sur la santé des détenus par une méthode économétrique. Il s'agit plus spécifiquement d'étudier les déterminants du besoin d'aide en milieu carcéral puis d'étendre l'analyse aux besoins d'aide non satisfaits.</p>	<p>Décembre 2006</p>
<p>Jean – Yves BARREYRE Carole Peintre Patricia Fiacre ANCREAI 5 rue Las Cases 75007 Paris</p>	<p>Les situations de handicap en milieu carcéral</p> <p>Ce projet vise à dégager une typologie de la population carcérale en s'appuyant sur 3 dimensions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. déficiences, incapacités, limitations d'activité ; 2. modes de reconnaissance officielle du handicap ; 3. prise en charge du handicap en milieu carcéral. L'objectif étant, de constituer des groupes aussi homogènes que possible en termes de handicap pour étudier la nature de la prise en charge proposée, notamment par l'administration pénitentiaire. 	<p>Décembre 2005</p>

Programme

« CONSTRUCTION SOCIALE DES RISQUES ET PROTECTION SOCIALE »

Claude Dubar, puis Olivier Thévenon

2003

Recherches en cours

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Isabelle ASTIER</p> <p>CEMS EHES/CNRS 54 Boulevard Raspail 75 006 Paris</p>	<p>Le harcèlement moral : un nouveau risque de l'individu au travail ?</p> <p>La loi de modernisation sociale du 17/01/2002 a introduit dans le code du travail un article réprimant le harcèlement moral défini comme « agissements répétés » sur un salarié ayant pour objet ou effet « une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel ». Contrairement au harcèlement sexuel qui ne s'applique qu'à des rapports hiérarchiques, ce harcèlement vise tout individu (hiérarchique, collègue, client ou usager) portant atteinte à un salarié. S'agit-il de l'émergence d'un droit spécifique des individus au travail visant à les protéger contre un risque nouveau ?</p> <p>La recherche consistera à mener une revue de littérature des travaux de recherche menés dans deux pays européens (la Belgique et l'Allemagne) et un pays nord-américain (le Québec) possédant également une législation sur le harcèlement moral ou quelque chose de proche. Ces pays n'ayant pas la même conception du lien salarial que la France et la place des syndicats y étant aussi différente, il sera intéressant de construire une comparaison de la genèse des législations ainsi que de la conception de ce « nouveau risque » dans des contextes très différents.</p> <p>La recherche analysera aussi la genèse des textes européens (Charte sociale de 1996 et recommandations de 1998) concernant la protection des salariés contre les comportements hostiles dont ils peuvent être victimes sur leurs lieux de travail. Elle s'appuiera sur la constitution d'un réseau international de chercheurs.</p>	<p>Novembre 2005</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Echéance
<p>Philippe MARTIN</p> <p>COMPTRASEC UMR CNRS 7026 Université Montesquieu Bordeaux IV Avenue Léon Duguit 33608 Pessac</p>	<p>Le risque vieillesse en Europe : quels droits, quelles protections ?</p> <p>La définition issue de l'article L-111-1 du code de la Sécurité sociale semble circonscrire les « risques sociaux » aux « risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer les capacités de gain » des travailleurs et de leur famille. De ce point de vue, la dépendance de la personne âgée apparaît plutôt comme une charge greffée sur le « risque vieillesse » qui contraint à quitter le monde du travail et à réduire ses gains. Cependant, dans une conception synthétique de la protection sociale, la distinction s'estompe puisqu'il s'agit toujours « d'assurer à tous, en toutes circonstances, ce qui est indispensable pour vivre ». C'est la problématique des minima sociaux ou des garanties de ressources qui, depuis trois décennies, contribue, partout en Europe, à déplacer le curseur de l'aléa vers le besoin, du revenu à défendre vers les ressources à garantir. Ces deux types de finalités distinguaient déjà les conceptions bismarckienne et beveridgienne de la protection sociale.</p> <p>En France, la Sécurité sociale de 1945 visait, selon Pierre Laroque à apporter aux travailleurs « la sécurité du lendemain » qui semble bien être au cœur de la notion moderne d'autonomie inscrite dans la récente loi sur l'APA mais aussi dans les principes directeurs de l'Union Européenne signifiant que les personnes doivent « rester financièrement autonomes dans la vieillesse ». Cet objectif n'implique-t-il pas une conception nouvelle – par rapport à la période précédente marquée par la dualité entre assurance et assistance – des liens entre assurance, épargne (volontaire ou forcée) et assistance qui serait à la base d'un modèle européen des retraites signifiant un nouveau type de gestion du « risque vieillesse » en Europe ?</p> <p>Pour tester cette hypothèse, le projet de recherche prévoit de comparer les mécanismes juridiques mis en œuvre par les réformes récentes ou en cours des retraites en France, en Grande Bretagne, en Allemagne et en Pologne. Appuyé sur la constitution d'un réseau de spécialistes de droit social dans ces pays mais aussi à la Commission de Bruxelles, la recherche utilisera les ressources d'un séminaire international où les chercheurs confronteront leurs analyses des réformes et testeront l'hypothèse d'un déplacement de la gestion du risque vieillesse vers la prise en charge croissante par les individus.</p>	<p>Avril 2005</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Cécolène FRISQUE</p> <p>LASP UMR CNRS 7026 Université Paris X 200 avenue. de la République 92 000 Nanterre</p>	<p>Le risque d'expulsion du logement et sa prévention en France</p> <p>Parmi les risques sociaux lourds de conséquences, le risque d'expulsion locative pour cause d'impayés de loyer est l'un des moins étudiés en France. Si des règles particulières ont été édictées depuis longtemps pour assurer une meilleure protection des locataires et encadrer les procédures d'expulsion, la notion de prévention est apparue récemment dans les lois du 29/07/98 et du 13/12/2000 qui prévoient qu'une enquête sociale soit destinée aux juges et que des procédures de concertation entre tous les acteurs concernés doivent permettre de prévenir l'expulsion. Cette inflexion de la législation intervient dans un contexte de nouvelle crise du logement due à la fois à l'insuffisance des offres de logements sociaux et à la disparition progressive des logements bon marché privés jugés insalubres. Elle se traduit, semble-t-il, par une grande variabilité d'application selon les espaces sociaux et les configurations d'acteurs concernés.</p> <p>Pour tenter de mieux comprendre cette variation dans le traitement de ce risque social, une comparaison sera mise en œuvre entre deux départements : la Loire Atlantique et la Vendée. La première phase consistera à explorer toutes les sources et documents concernant les expulsions traitées depuis la mise en œuvre de la nouvelle législation. La seconde phase consistera en entretiens approfondis auprès de tous les acteurs concernés : agents chargés de la gestion des impayés dans les organismes, représentants de la justice et des forces de sécurité publique, agents des services sociaux traitant des problèmes de logements, représentants des associations de locataires et justiciables eux-mêmes. La dernière phase consistera à établir un modèle explicatif des différences constatées et notamment des critères de distinction avancés par les acteurs entre « ménages de bonne foi en situation de précarité structurelle » et « mauvais payeurs », distinction qui est au cœur de la nouvelle législation concernée.</p>	<p>Novembre 2005</p>
<p>Elena MASKHOVA (Thèse) Sous la direction de Anne-Marie GUILLEMARD</p> <p>GRASS UMR CNRS 7022 IRESCO -Université Paris VIII 59/61 rue Pouchet 75849 Paris cedex 17</p>	<p>Travail stable, travail précaire : une confrontation productrice pleine de risques ?</p> <p>La recherche projetée s'attachera à étudier l'interaction entre les statuts d'emploi, les pratiques de travail et les rapports aux risques dans deux contextes différents : celui d'un chantier du BPT et d'un établissement de la filière automobile. Elle tentera d'évaluer l'impact des nouvelles formes d'organisation du travail et de mobilisation de la main d'œuvre sur l'attitude et les pratiques des travailleurs « stables » et « précaires » (intérimaires et étrangers en situation irrégulière) en matière de risques professionnels.</p> <p>L'étude de terrain se donnera les moyens, grâce à un enracinement dans le milieu de travail de recueillir, par observations et entretiens, les pratiques et verbalisations en matière de risques au travail qu'il s'agisse de sécurité contre les risques ou de prises de risques en situation de travail. Elle comparera systématiquement les diverses catégories de travailleurs et les divers contextes de travail. Elle s'attachera spécialement à atteindre et comprendre la subjectivité des travailleurs temporaires en situation irrégulière dont la précarité de statut est souvent renforcée par les difficultés d'intégration dans les collectifs de travail et l'affectation à des travaux à risques.</p> <p>La recherche s'efforcera ensuite de confronter les données statistiques sur les accidents du travail et les risques professionnels dans les deux secteurs avec les résultats de l'étude qualitative précédente de manière à tenter d'expliquer les relations entre les risques professionnels, les statuts d'emploi et les organisations et stratégies du « travail réel » tel que l'analyse de terrain aura permis de l'observer et de le formaliser.</p>	<p>Décembre 2005</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Catherine OMNES</p> <p>IDHE UMR CNRS 8533 Université Paris X 200 avenue de la république 92 000 Nanterre</p>	<p style="text-align: center;">Les « gens du risque au travail » en France au XXème</p> <p>L'étude des risques du travail, en tant que fait social et historique, passe par l'analyse spécifique des acteurs qui, au sein d'instances légalement créés à cet effet, interviennent dans la détection, la prévention et la prise en charge des accidents du travail et des risques professionnels. En France, depuis la le décret du 4 août 1941, ce sont les Comités d'hygiène et sécurité (CHS) qui ont été chargé par l'État de ses missions. Depuis la loi de décembre 1982, leur fusion avec les Comités chargés des conditions de travail en font des instances représentatives (CHSCT) au sein desquels siègent des représentants syndicaux en même temps que des représentants des directions et des experts des risques professionnels.</p> <p>Les salariés occupant dans des grandes entreprises des fonctions d'expertise des risques ont des trajectoires particulières dont on sait peu de choses. De même les médecins du travail, les ingénieurs sécurité, les ergonomes devenus ou non préventeurs des risques du travail ont des profils professionnels souvent spécifiques par rapport aux autres médecins, ingénieurs ou experts. On peut faire l'hypothèse que ces « gens du risque » ont joué un rôle historique dans les évolutions des pratiques et législations à l'égard de ces risques.</p> <p>La recherche s'attachera à recueillir des archives et des témoignages concernant ces divers types d'acteurs de la définition et de la gestion des risques du travail au sein des pouvoirs publics, des grandes entreprises et des organismes patronaux et ouvriers : CHS puis CHSCT mais aussi inspection du travail, médecine du travail, chambres de commerce. Elle s'efforcera sur la base de la sélection de quelques instances jugées particulièrement typiques, de retracer le processus historique de construction, par les « gens du risque », d'un milieu professionnel et d'un champ d'expertise en relation étroite avec l'évolution de la législation et de la jurisprudence sur tel ou tel risque professionnel.</p>	<p style="text-align: center;">Novembre 2005</p>

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Nathalie FRIGUL Annie THEBAUD-MONY</p> <p>CRESP INSERM –EMIU 99-05 Université Paris XIII Bobigny</p>	<p>Risques de perte d'emploi et itinéraires de précarité à travers les organismes gestionnaires</p> <p>Depuis le milieu des années 70, les transformations du travail, l'augmentation du chômage structurel et la multiplication de situation d'exclusion de l'emploi ont déstabilisé l'équilibre antérieur entre la protection sociale fondée sur l'assurance et l'aide sociale fondée sur la solidarité à l'égard de populations hors travail. La couverture sociale et les protections collectives ne suffisent plus à protéger des risques sociaux des populations se retrouvant durablement sans emploi tout en en recherchant.</p> <p>Les droits à l'assurance chômage s'étant restreints au cours des années 80 et 90, des populations de demandeurs d'emploi se sont retrouvés, temporairement ou durablement, transférés de l'assurance-chômage vers le RMI ou d'autres formes d'assistance. Mais on connaît mal les mécanismes d'ouverture et de fermeture de droits et les processus de catégorisation administrative des organismes concernés et de leurs agents. On connaît encore moins les trajectoires que produisent ces procédures d'affectation successive à des statuts précaires.</p> <p>La recherche de terrain cherchera à reconstituer ces trajectoires à partir d'analyse de dossiers et d'entretiens de gestionnaire du RMI, des minima sociaux et de l'allocation chômage dans le département de la Somme. Elle s'efforcera de constituer un échantillon au moins typique des divers enchaînements de statuts repérés par les gestionnaires. Elle pourra se prolonger par des entretiens auprès des personnes concernées qui accepteront de retracer leur parcours.</p>	<p>Novembre 2005</p>
<p>Daniel SZEFTTEL (Thèse) Sous la direction de Philippe URFALINO</p> <p>CSTA-EHESS 54 boulevard Raspail 75006 Paris</p>	<p>Construction et gestion du risque santé en France</p> <p>L'objectif de cette recherche est d'étudier et d'expliquer comment et pourquoi la gestion étatique du risque « santé » en France a conduit à la mise en responsabilité des professionnels de santé. Ce processus s'est effectué à travers deux crises majeures : la maîtrise des dépenses de santé et son échec au tournant des années 80 et 90, la sécurité sanitaire et sa réussite relative au tournant des années 90 et 2000.</p> <p>Le premier programme a été centré sur l'augmentation du ticket modérateur. Il a conduit à déplacer l'effort de contrôle de l'État des assurés vers le corps médical. Il a débouché sur l'échec de la responsabilité des médecins sur la maîtrise des dépenses de santé. Le second programme concerne la sécurité sanitaire et semble en bonne voie de réussite quant à la responsabilité médicale en matière de risques thérapeutiques. Pourquoi l'échec en matière de responsabilité financière et la réussite en matière de responsabilité thérapeutique ?</p> <p>Pour répondre à ces questions, la recherche combinera : une analyse textuelle des rapports officiels qui, de 1989 à 1994, prônent la responsabilité des médecins dans la maîtrise des dépenses de santé ; des entretiens auprès d'experts ayant participé aux rapports ou à leurs traductions en propositions ; une analyse du contenu des conventions médicales entre la CNAM et les syndicats de médecins entre 1990 et 2002 ; une comparaison avec deux ou trois pays européens qui ont introduit des mécanismes de marché dans les soins médicaux. Un travail de terrain initiera une comparaison entre médecine de ville et médecine hospitalière en matière de sécurité sanitaire.</p>	<p>Novembre 2005</p>

Programme
« DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE, DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, DE L'AIDE ET DE L'ACTION SOCIALE »
(Soutien aux recherches doctorales juridiques)

Françoise Leclerc - Patrick du Cheyron

2002
Recherches en cours (1^{ère} programmation – octobre 2002)

Responsables scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Philippe AUVERGNON (Dir.) Université Montesquieu – Bordeaux IV</p> <p>Ricardo ESCUDERO (Dir.) Université d'Alcalá</p> <p>Emmanuelle CAYADO CNRS Aquitaine</p>	<p>Les politiques d'emploi comme moyen de lutte contre les exclusions. Recherche comparative Espagne/France</p> <p>Il s'agit de s'interroger sur le ou les liens existant entre le chômage, les mesures d'emploi et l'insertion professionnelle véritable des personnes en situation de difficulté sur le marché du travail. Au-delà des différentes approches choisies par ces deux pays pour réguler ce problème de l'exclusion, il faudra aussi analyser l'incidence de ces politiques d'emploi dans la construction de nouvelles normes d'emploi. On visera à savoir si ces voies d'accès à l'emploi « offertes » aux personnes en situation d'exclusion engendrent les mêmes conséquences sur la déstabilisation des statuts classiques de l'emploi.</p> <p>L'objectif global de ce travail de comparaison des politiques publiques d'emploi et de lutte contre les exclusions en France et en Espagne est d'envisager leur rôle dans l'apparition de sous-statuts remettant en cause les normes d'emploi « traditionnelles » c'est-à-dire l'emploi de droit commun. On peut ainsi se demander quelle est la part du rôle des politiques publiques d'emploi dans la précarisation du statut de l'emploi.</p>	Mars 2006
<p>Antoine LYON-CAEN (Dir.)</p> <p>Thomas COURVALIN</p> <p>Université Paris X Nanterre 200 avenue de la République 92000 Nanterre</p>	<p>La notion de risque social</p> <p>La notion de risque social, très présente en droit de la Sécurité sociale est en même temps difficile à appréhender, faute d'être spécifique à ce droit.</p> <p>La recherche articulera quatre axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La recension des différentes acceptations du risque social (risque économique, risque de l'existence, etc). • Une démarche pour démontrer qu'historiquement le droit de la Sécurité sociale ne s'est pas construit en France à partir de la notion de risque, sauf la branche « accidents du travail ». On y amena l'émergence des nouveaux risques sociaux et leurs conséquences sur le thème de la prévention. • Une perspective comparatiste s'attachera à étudier comment les droits étrangers appréhendent la notion de risque social avant d'élaborer des mécanismes de prise en charge. Cette perspective pourra éclairer l'approche historique de la construction du système français de protection sociale. • La notion de risque social sera enfin explorée à l'extérieur du droit de la Sécurité sociale, avec une attention particulière pour le risque « dépendance ». 	Mars 2006

Programme « CONSTRUCTION SOCIALE DES INÉGALITÉS »

Jean-Noël Chopart †, Gérard Lattes, puis Sandrine Dauphin, Antoine Parent

2003

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Florence JUSOT</p> <p>IRDES 10 rue Vauvenargues 75018 Paris</p>	<p>Effets cumulatifs à long terme de l'accès aux soins et du revenu sur les inégalités de santé</p> <p>Cette recherche s'intéresse à la formation des inégalités de santé et propose de tester l'existence de mécanismes cumulatifs de long terme expliquant que des individus de positions sociales initialement peu différentes finissent par avoir des états de santé et de richesse très différents. Plus précisément il s'agit de tester les deux effets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'impact sur la santé d'un moindre recours aux soins des jeunes à faible revenu. On mesure ainsi l'effet éventuel d'un report des soins chez les plus pauvres en comparant les profils par âge de consommation médicale des pauvres et des non pauvres. • La double causalité existant entre les revenus du travail et la santé pouvant conduire à l'existence d'un « piège de pauvreté lié à la santé ». <p>Ce projet de recherche s'inscrit dans la perspective dite « Life Course Hypothesis » qui a donné lieu à des recherches empiriques. En France, l'absence de données d'observation longitudinales sur longue période n'a pas permis jusqu'à présent de mettre en évidence ces interactions entre santé et revenu. L'étude de l'IRDES propose une telle validation, sur des données françaises, à partir d'observations transversales mais répétées en mobilisant, pour les années disponibles, les données de l'enquête Santé protection sociale (SPS) de l'IRDES appariées à l'Échantillon permanent d'assurés sociaux (EPAS).</p>	<p align="center">Novembre 2005</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Marie-Claire VILLEVAL (GATE) Andrew CLARK (DELTA)</p> <p>GATE 93 Chemin des Mouilles 69130 Ecully</p> <p>DELTA 48 boulevard Jourdan 75014 Paris</p>	<p>Mesure des inégalités et de l'aversion à l'inégalité</p> <p>Cette recherche propose deux approches des effets de l'inégalité sur l'utilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une part analyser de façon empirique les relations entre le revenu d'autrui et satisfaction individuelle ; • d'autre part analyser l'effet de l'aversion à l'inégalité sur les comportements de contribution des individus. <p>Selon la première approche, on se propose d'étudier la façon dont le revenu d'autrui affecte le bien-être d'un individu. Il s'agira d'analyser les diverses interactions sociales hors marché liées à la perception du revenu d'autrui, en s'attachant plus particulièrement au rôle du groupe de référence dans la formation de l'utilité individuelle et en considérant divers groupes démographiques. Il conviendra au préalable de dissocier autant que possible l'effet d'information en termes de comparaison (aversion pure pour l'inégalité) d'un effet en termes d'anticipation (relativement aux perspectives de revenu futur). L'étude, de caractère microéconomique, s'appuiera sur des questions subjectives tirées de données de panels de divers pays européens concernant la satisfaction des individus.</p> <p>La seconde approche vise à préciser l'ampleur et l'incidence de l'aversion à l'inégalité sur le comportement de contribution à un effort collectif et de coopération avec ses pairs au sein de groupes. Diverses questions seront abordées par exemple, si le sentiment d'aversion à l'inégalité est plus fort par référence au groupe d'appartenance ou à la société globale, la coexistence entre ce sentiment et la volonté de se distinguer... L'objectif est de tester les effets de proximité sur l'amplification des sentiments d'inégalité des individus et l'influence du degré d'aversion à l'inégalité, positive ou négative, sur les décisions prises en interaction. Cette investigation des comportements sera conduite par la mise en œuvre de scénarios expérimentaux élaborés en sélectionnant les variables structurelles du modèle à tester.</p>	<p>Novembre 2005</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Didier FASSIN</p> <p>CRESP INSERM - Université de Paris 13 74 rue Marcel Cachin 93017 Bobigny</p>	<p>Le sens social des discriminations raciales. Logiques de production et formes d'expérience</p> <p>Le projet vise à explorer le processus de formation des discriminations raciales à partir des réalités objectives dans lesquelles elles s'inscrivent et des expériences subjectives qu'en ont les différentes catégories d'agents concernés. Cette recherche part d'une hypothèse de travail selon laquelle la production de discriminations est d'ordre systémique et peut fonctionner indépendamment de tout préjugé raciste sur la base de critères de gestion des « risques ».</p> <p>La recherche de terrain se situe à deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une part, analyser les logiques de production de la discrimination essentiellement dans le monde du travail, en remontant de façon séquentielle la chaîne de sélection qui va du centre d'apprentissage à l'emploi. • d'autre part rendre compte des formes de l'expérience de la discrimination à travers les discours des victimes ou des producteurs mais aussi en suivant le traitement administratif ou judiciaire qui peut en résulter. <p>L'enquête concernera l'ensemble des individus concernés, les victimes, les producteurs (employeurs, agences d'intérim) ainsi que les « réparateurs » (écouteurs du 114, associations de défense...).</p> <p>Un ensemble d'une trentaine d'entretiens sera réalisée dans les lieux de production des discriminations comme les chambres de métiers, les PME ou des espaces de médiation où s'opèrent les sélections de main d'œuvre. Une seconde série d'entretiens sera menée auprès d'agents d'instances spécialisées de régulation et de traitement des discriminations comme le CODAC, mais aussi de sites généralistes (commissariats, maison de la justice et du droit...) ainsi qu'auprès de plaignants. On procédera également à l'examen de dossiers afin de suivre le processus de traitement des plaintes.</p>	<p>Novembre 2005</p>
<p>Christine Le CLAINCHE</p> <p>Centre de Recherche en Ethique Economique LABORES (URA CNRS n°362) Institut Catholique de Lille 60 boulevard Vauban BP 109 59016 Lille Cedex</p>	<p>Déterminants des inégalités sociales et économiques et intervention publique : une analyse des intuitions morales des individus</p> <p>Ce projet propose une analyse des intuitions morales des individus quant au poids des variables de circonstances comme l'école ou la famille respectivement aux variables de responsabilité individuelle parmi les explications fournies à l'existence d'inégalités socio-économiques et au degré de légitimité qui s'y attache. L'investigation empirique consistera en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élaboration d'une grille d'analyse de la façon dont les circonstances peuvent réduire l'égalité des chances, • l'élaboration de scénarios servant à mesurer les attitudes individuelles face aux facteurs explicatifs des inégalités et quant au rôle de l'État pour les corriger, • l'exploitation du baromètre de la Drees. <p>Le projet recourra en particulier aux méthodologie de l'économie expérimentale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en construisant des sondages expérimentaux en vue de révéler, dans des situations où les individus ne sont pas impliqués, les principes de justice et l'acceptabilité de réformes sociales, • par la simulation en laboratoire de comportements individuels ainsi que de décisions collectives prise de façon interactive, par exemple concernant par exemple une distribution de ressources entre les membres du groupe, <p>Ces expérimentations seront réalisées devraient donner lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une part, à l'administration d'un questionnaire à raison de 200 personnes pour chacun des trois pays suivants : France, Italie, Suède ; • d'autre part, une expérience en laboratoire sur une cinquantaine de personnes. 	<p>Mai 2005</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Camille PEUGNY (Thèse) Sous la direction de Alain CHENU</p> <p>Observatoire sociologique du changement CNRS / FNSP 11 rue de Grenelle 75007 Paris</p>	<p>La mobilité sociale descendante : les conséquences individuelles et intergénérationnelles du déclassement</p> <p>Ce projet de thèse porte sur la dynamique de la stratification sociale centrée sur les phénomènes de trajectoire sociale descendante. L'analyse quantitative du phénomène est complétée par une analyse du déclassement dans ses conséquences en termes de pratiques sociales (consommation, comportements culturels ou politiques) et ainsi ses conséquences psychologiques pour les individus et leurs familles.</p> <p>La mesure quantitative de la mobilité descendante sera conduite à partir de d'analyses secondaires des grandes enquêtes nationales de l'Insee (enquêtes Emploi et FQP). Une interrogation porte en particulier sur la capacité protectrice du diplôme sur le déclassement social.</p> <p>Les données tirées d'enquêtes diverses (budgets de famille, pratiques culturelles, enquêtes valeurs...) devraient permettre de repérer les glissements des attitudes et des comportements par rapport à ceux du milieu d'origine.</p> <p>Le volet qualitatif de la recherche portera sur le vécu du déclassement (sentiment d'échec, rationalisation...). Plus précisément seront étudiées les conséquences du déclassement sur les relations familiales et les comportements et représentations politiques des individus.</p>	<p>Novembre 2005</p>
<p>François DUBET</p> <p>CADIS Université Victor Ségalen Bordeaux 2 3 ter place de la Victoire 33076 Bordeaux Cedex</p>	<p>L'expérience des inégalités : inégalités justes et injustes dans le travail</p> <p>Ce projet se propose d'analyser l'expérience des inégalités sociales dans le travail, étant entendu que ces inégalités peuvent avoir leur source ailleurs, mais que c'est essentiellement dans un contexte de travail qu'elles tendent à se cristalliser et former le « système ». En outre, il est important de rattacher la perception des inégalités aux transformations actuelles de la gestion de la main d'œuvre dans un sens d'individualisation qui tendent à brouiller les normes de justice.</p> <p>La recherche comportera trois stades :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un recueil d'environ trois cents entretiens auprès d'individus représentatifs de la population active. Les questions porteront sur les inégalités jugées les plus illégitimes ou les plus scandaleuses. Des récits de vie seront recherchés concernant le vécu des inégalités dont les individus ont été personnellement victimes et en quoi ces inégalités sont apparues comme injustes. • des groupes formés sur la base d'oppositions concernant leur statut d'emploi, le type d'entreprise, les avantages sociaux, par exemple précaire/protégé, PME/Grande entreprise, Public versus Privé... seront appelés à débattre des principes de justice qui fondent la perception des inégalités, • des entretiens avec des travailleurs sociaux et des acteurs de mouvements collectifs seront tenus afin de saisir comment s'opère le passage de la perception des inégalités à la mobilisation collective. 	<p>Novembre 2005</p>

Programme « RECHERCHE ET INNOVATION DANS LE DOMAINE DES SCIENCES DU VIVANT : SPÉCIFICITÉS ET ENJEUX ÉCONOMIQUES »

Fabienne Orsi

2003 / 2004

(dans le cadre du programme CNRS – Inserm – MiRe « Sciences biomédicales, santé, société »)

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Maurice CASSIER</p> <p>CNRS – UMR 8559 – CERMES Site CNRS 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif</p>	<p>Brevets sur le vivant, marché et santé : les normes des nouveaux marchés médicaux et l'intervention de « profanes » lors des procédures d'opposition juridique aux brevets européens</p> <p>Ce projet de recherche porte sur les normes de propriété intellectuelle utilisées pour couvrir du matériel biologique humain et leurs applications médicales. Basé sur une approche monographique, ce projet se décline en quatre grandes questions de recherches. La première se propose de traiter du format des brevets. La deuxième a trait aux normes des nouveaux marchés médicaux associés à des matériels biologiques ainsi qu'à la confrontation entre plusieurs modèles d'appropriation et d'organisation de l'offre de services médicaux. La troisième question s'intéresse à l'intervention d'acteurs profanes dans le champ des brevets lors de procédures d'opposition juridique au brevet européen. Enfin, la quatrième question de recherche porte sur le renouveau de la confrontation entre brevet et santé publique et sur les types d'arrangements actuellement en cours de discussion.</p>	<p>Gestion CNRS Juillet 2005</p>
<p>Philippe URFALINO</p> <p>CNRS – UMR 7116 – CSO 19 rue Amélie 75007 Paris</p>	<p>L'impact de la recherche pharmaceutique sur la définition des pathologies : le cas des statines et de l'hypercholestérolémie</p> <p>Ce projet de recherche a pour objectif de rendre intelligible les processus par lesquels les interactions entre les principaux acteurs de la recherche pharmaceutique affectent la définition des maladies. Le but ultime est de spécifier la nature exacte de la relation entre les pathologies et leurs traitements, c'est à dire de proposer et de valider un modèle d'analyse. Cette recherche s'effectuera sur la base d'une étude de cas : les statines, traitements permettant de réduire le taux de cholestérol. Il s'agit d'étudier la manière dont, à l'occasion de la découverte, de l'enregistrement, puis de la commercialisation de ces médicaments, les interactions entre firmes, cliniciens chercheurs, médecins et pouvoirs public ont contribué à modifier le statut, la prévalence et l'importance attachés à l'hypercholestérolémie. Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un travail de thèse sous la direction de Philippe Urfalino.</p>	<p>Gestion CNRS Juillet 2005</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Michel QUERE</p> <p>LATAPSES CNRS UMR 6564 250 avenue Albert Einstein 06560 Valbonne</p>	<p>Étude de l'impact économique de la politique génopole en France</p> <p>L'objectif de cette étude est de fournir un outil d'analyse du rôle joué par la politique française des génopoles menées depuis 1998. Cet objectif se décline en trois axes complémentaires que sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) la mise en discussion de l'hypothèse d'un retard structurel français en dressant un constat statistique du potentiel économique en articulation avec les génopoles, 2) l'évaluation économique de la politique des génopoles en France, 3) la mise en discussion des choix de politiques publiques associés à ces projets. 	<p>Gestion CNRS</p> <p>Juillet 2005</p>
<p>Christine MUSSELIN</p> <p>Centre de sociologie des organisation CNRS – UMR 7116 19 rue Amélie 75007 Paris</p>	<p>Le développement du secteur des biotechnologies : une approche sociologique comparative France-Allemagne</p> <p>L'objectif de cette recherche est d'analyser les mécanismes d'émergence et de développement des start-ups de biotechnologies en France et en Allemagne, en adoptant une perspective diachronique et comparative. Cette recherche, qui s'inscrit dans une approche monographique par la sociologie de l'action organisée, se propose d'étudier les modalités de la rencontre et de la coopération entre des acteurs issus de sphères institutionnelles diverses, principalement académique, politique, économique et financière.</p> <p>Cette recherche participe d'un travail de thèse sous la direction de Christine Musselin. Sa demande de financement concerne uniquement la réalisation de l'enquête empirique en France, la partie empirique allemande ayant déjà été financée par ailleurs.</p>	<p>Gestion CNRS</p> <p>Juillet 2005</p>
<p>Frank AGGERI</p> <p>Centre de Gestion scientifique (CGS) ARMINES 60 boulevard Saint Michel 75006 Paris</p> <p>avec Vincent MANGEMATIN, UMR GAEL (INRA – Université Pierre Mendès-France, Grenoble) ; Hiroatsu NOHARA, LEST - CNRS UMR 6123 (Aix-en-Provence) ; Catherine PARADEISE, LATTS, ENPC.</p>	<p>Les plateformes technologiques dans les sciences du vivant : quels effets sur les pratiques de recherche et les formes de couplage science-innovation ?</p> <p>La recherche, qui s'appuiera sur dix études de cas, s'interroge sur les conditions de fonctionnement et de performance des plateformes technologiques (technopoles, génopoles, cancéropoles) qui sont censées favoriser les couplages recherche publique/recherche privée. Cette problématique générale se décline en trois séries de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelles sont les activités qui sont conduites dans ces plateformes ? - quelles formes de coordination et de coopération se mettent en place autour de la création, du financement et du développement de ces plateformes ? - enfin, s'appuyant sur les analyses précédentes et sur une analyse critique du pilotage des plateformes et des activités de recherche qui y sont conduites, quelles préconisations peut-on en tirer en termes de gestion des plateformes, d'organisation et de gestion des laboratoires de recherche en lien avec ces plateformes, de gestion des coopérations entre public et privé et d'action publique (incitation, orientation, programmation...) ? 	<p>Octobre 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Antoine BURETH Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA) UMR CNRS Université Louis-Pasteur</p>	<p>Modularité et incitation dans le domaine des vaccins génétiques (MIDeV)</p> <p>Le projet porte sur l'analyse des dispositifs organisationnels et institutionnels influençant la création de connaissance dans le domaine de la thérapie génique, en se focalisant sur l'étude du vaccin génique. La recherche comprend trois volets. Le premier est dédié à l'analyse de l'architecture organisationnelle et cognitive du réseau d'acteurs (instituts de recherche publique et privée, sociétés pharmaceutiques, firmes de biotechnologie, associations de malades...) impliqués en France dans la thérapie génique et particulièrement dans la vaccination ADN. Le deuxième volet est consacré aux incitations des agents à innover et/ou à interagir, à travers l'analyse des dispositifs de protection et de réglementation à l'œuvre dans le domaine du vivant (protection des innovateurs et des malades). En se concentrant sur l'interface entre acteurs publics et privés, la dernière partie du travail synthétise les résultats des volets précédents et en dérive les implications en termes de politique publique.</p>	<p>Octobre 2006</p>
<p>Catherine CARPENTIER Valérie REVEST Centre d'économie de l'Université Paris Nord / pôle innovations, institutions et dynamiques économiques (CEPN-IIIDE) UMR CNRS 715 Université Paris XIII 2 rue de la Liberté 93200 Saint Denis</p>	<p>Les trajectoires économiques des <i>start-ups</i> de biotechnologie : le rôle de la finance et de la propriété industrielle</p> <p>L'objectif de la recherche est d'identifier la manière dont les firmes de biotechnologie ont émergé en France. La recherche consiste à identifier les différents types de trajectoire des <i>start-ups</i> de biotechnologie et d'en tester la soutenabilité. La première partie s'intéresse aux <i>start-ups</i> françaises de 1995 à aujourd'hui. Elle repose sur une analyse empirique (statistique et monographique) des déterminants de leurs trajectoires économiques. La seconde partie est constituée d'investigations empiriques sur les entreprises cotées sur le NASDAQ et l'AIM de Londres. Les résultats attendus portent sur la spécificité des firmes françaises ainsi que la soutenabilité de leurs différents types de trajectoire.</p>	<p>Octobre 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Christine NOIVILLE UMR Régulation des activités économiques et sociales - Centre de recherche en droit des sciences et des techniques, Univ. Paris 1 - CNRS</p>	<p>Les conflits d'intérêts liés à la transformation du vivant : l'apport des pratiques à la construction normative</p> <p>Ce projet veut montrer comment, face à l'exploitation massive du vivant humain, les acteurs en présence – professionnels de santé, chercheurs, associations de patients, industriels – mettent au point, pour combler le flou juridique qui caractérise les relations qu'ils entretiennent, une série d'instruments à contenu juridique variable dont l'objectif est de résoudre ou de prévenir les tensions qui émaillent la matière. Il s'agit donc de recenser, analyser et aider à formaliser juridiquement ces pratiques pour, finalement, mettre en lumière leur efficacité et leur légitimité. N'existe-t-il pas une distorsion entre la gratuité initiale du don et son exploitation potentiellement lucrative ? D'où l'intérêt de mettre en évidence les limites de la loi dans l'élaboration des normes relatives à la transformation du vivant, puis de proposer une réflexion sur les pratiques contractuelles en la matière qui permettent de réfléchir à la façon dont les acteurs concernés bricolent des règles qui leur sont immédiatement utiles, puis à la manière dont la loi, vecteur de l'intérêt général, articule entre eux les différents intérêts privés ainsi constitués.</p>	<p>Octobre 2006</p>
<p>David PONTILLE Centre d'études et de recherche « travail, organisations, pouvoir » (CERTOP) Université Toulouse 2 et Inserm U 558, Faculté de médecine, Toulouse</p>	<p>Le vivant à l'épreuve des collections : carrières de biobanques et d'échantillons biologiques</p> <p>La recherche, qui s'appuiera sur une revue de littérature disponible d'une soixantaine de biobanques en France, propose d'étudier l'activité de collection d'échantillons biologiques d'origine humaine à partir d'investigations sociologiques et juridiques menées auprès de biobanques. Trois axes seront privilégiés : les formes organisationnelles que prennent ces biobanques et les textes réglementaires qui les encadrent, les collectifs d'acteurs qui y sont impliqués, les motivations du don des personnes mobilisées pour constituer les échantillons et les relations entre ces motivations et l'organisation des biobanques. Sera utilisée une approche séquentielle attentive à la carrière des biobanques elles-mêmes et à celle des échantillons biologiques qu'elles contiennent, ce qui permettra de dresser un inventaire des différentes formes que prennent les biobanques.</p>	<p>Octobre 2006</p>

Programme « SANTÉ ET TRAVAIL » DREES-MiRe, DARES, mission recherche de la Poste

Vincent VIET

2004

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Jean-Pierre GALLAND</p> <p>Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTS) École nationale des Ponts et chaussées 6 et 8 avenue Blaise Pascal Cité Descartes Champs sur Marne 77455 Marne la Vallée Cedex 2</p> <p>e-mail : Galland@enpc.fr</p>	<p>Prise en compte des risques professionnels et des risques technologiques. Comparaison France/Grande-Bretagne</p> <p>Ce projet se propose de rendre compte des cloisonnements, failles, recouvrements et dysfonctionnements du système français actuel d'observation et de gestion des risques professionnels, technologiques et sanitaires. Il s'appuiera sur une comparaison avec le système britannique de santé et de sécurité pour montrer que les découpages institutionnels existants renvoient à des histoires, des pratiques, des méthodes, des compétences et des responsabilités différentes. La comparaison des deux systèmes peut ainsi apporter des réponses nouvelles aux défis actuels posés par les risques sanitaires, professionnels et technologiques.</p>	<p align="center">Avril 2006</p>
<p>Isabelle NIEDHAMMER</p> <p>INSERM U.88 Hôpital national de Saint-Maurice 14 rue du Val d'Osne 94415 Saint-Maurice Cedex</p> <p>e-mail : isabelle.niedhammer@st-maurice.inserm.fr</p>	<p>Étude des facteurs psychosociaux au travail du modèle de Karasek dans l'enquête SUMER</p> <p>Les principaux objectifs du projet sont de réaliser une étude psychométrique de la version française du questionnaire de Karasek afin de vérifier les propriétés psychométriques de l'instrument, de mener une étude descriptive afin d'évaluer la prévalence des expositions aux facteurs psychosociaux au travail et les facteurs associés, et de déterminer des valeurs de référence pour la population française, d'étudier les relations entre les facteurs psychosociaux au travail et les contraintes organisationnelles et relationnelles utilisées classiquement dans les enquêtes nationales en France, et d'analyser les facteurs psychosociaux au travail comme des facteurs de risque potentiels de deux types d'indicateurs, de santé et de comportements hostiles au travail.</p> <p>Le projet s'appuiera sur les données de l'enquête SUMER réalisée en 2003 par un réseau de médecins du travail, et qui porte sur un échantillon de salariés au niveau national, à l'exclusion de certaines catégories de salariés du public. Les données utilisées seront celles du questionnaire auto-administré de l'enquête et celles du questionnaire rempli par le médecin du travail sur les contraintes organisationnelles et relationnelles. Les méthodes utilisées sont celles de l'épidémiologie et de la statistique. Les études seront toutes transversales, pour certaines, de type analytique ou étiologique. Les méthodes statistiques comporteront des tests d'inférence, des analyses factorielles et des analyses multivariées. Une attention sera donnée aux différences entre les sexes, à cette fin, les hommes et les femmes seront étudiés séparément. Enfin, toutes les études seront conduites de manière à permettre autant que possible les comparaisons avec les études réalisées au niveau international.</p>	<p align="center">Gestion DARES</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Sandrine CAROLY</p> <p>Centre de recherche en innovations socio-techniques et organisationnelles (CRISTO) Université Pierre Mendès-France BP 47 38040 Grenoble Cedex</p> <p>e-mail : Sandrine.Caroly@upmf-grenoble.fr</p>	<p>Mobilité et santé au travail à La Poste</p> <p>Ce projet s'inscrit dans le prolongement d'un premier travail réalisé à La Poste qui relayait les préoccupations de plusieurs responsables de ce groupe sur la genèse de l'inaptitude. Son objectif est de montrer quels liens la mobilité entretient avec l'état et l'évolution de la santé, dans le contexte particulier de La Poste. Les hypothèses principales portent sur la mobilité comme moyen de gérer les problèmes de santé et sur l'apparition ou non de troubles de santé consécutifs à des changements de parcours professionnel. La recherche s'orientera vers la réalisation de monographies prenant en compte une vingtaine de situation de changement professionnel pour étudier les causes de la mobilité et ses effets sur la santé.</p>	<p>Gestion La Poste</p>
<p>Marcel GOLDBERG</p> <p>INSERM U 88 Hôpital national de Saint-Maurice 14 rue du Val d'Osne 94415 Saint-Maurice Cedex</p> <p>e-mail : Marcel.Golberg@st-maurice.inserm.fr</p>	<p>Contribution des facteurs professionnels aux inégalités de santé</p> <p>L'objectif de cette recherche est d'examiner le rôle des facteurs professionnels dans la genèse des disparités sociales de santé - très importantes en France -, en tenant compte des conditions de vie et des déterminants comportementaux de l'état de santé. Il s'agit de mettre en évidence le rôle clef du travail dans les inégalités de santé. Nourrie des données de l'enquête GAZEL (Gaz de France et Électricité de France), la recherche se fixe comme objectifs plus précis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) d'étudier la contribution des facteurs professionnels liés au stress, des contraintes physiques et horaires, et des risques au travail aux inégalités sociales de santé en période d'activité professionnelle et à plus long terme ; 2) d'examiner les facteurs sous-jacents à la relation entre trajectoire professionnelle et santé ; 3) d'explorer les effets d'un cumul des responsabilités familiales et professionnelles sur la santé des hommes et des femmes. 	<p>Avril 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Isabelle VILLE</p> <p>CERMES CNRS UMR 8559/EHESS/INSERM U502 Site CNRS 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif Cedex</p>	<p>Approche biographique des conséquences des états de santé sur le travail</p> <p>Ce projet comprend deux phases :</p> <p>1) Décrire et synthétiser, à partir de l'enquête « Histoire de Vie » (Insee 2003) la diversité des situations et réponses apportées, relatives aux conséquences des états de santé sur le travail, selon une triple approche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dynamique des trajectoires en repérant points de rupture et ajustements, à partir des données (objectives et subjectives) sur l'occupation actuelle et de données rétrospectives sur le parcours professionnel de la fin des études au moment de l'enquête, année par année), - biographique, en situant la trajectoire professionnelle dans les relations qu'elle entretient avec les autres activités du temps libre (trajectoire familiale, activité de loisirs, vie associative...), - subjective, en se centrant sur la personne, le sens qu'elle donne aux situations vécues. <p>2) Compléter l'étude avec les informations tirées de l'enquête « Handicap-incapacités-Dépendance » (HID-ménages, Insee 1999) et du module spécifique aux personnes handicapées de l'enquête emploi (Insee, 2003). Des populations spécifiques pourront servir de base à la comparaison des trois enquêtes, repérées d'après la nature du problème de santé ou leur situation face à l'emploi (inactifs, tranche d'âge correspondant à l'entrée en activité ou aux dernières années d'activité).</p>	<p>Gestion DARES</p>
<p>Annie THEBAUD-MONY</p> <p>MSH Ange Guépin 21 boulevard Gaston Doumergue, BP 76235 44262 Nantes cedex 2</p> <p>Centre de Recherche sur les Enjeux Contemporains en santé publique (CRESP) Université Paris XIII UFR santé, médecine et biologie humaine 74 rue Marcel Cachin 93017 Bobigny Cedex</p> <p>e-mail : thebaud@vjf.inserm.fr</p>	<p>Approche sociologique de la production de connaissances sur les Maladies à caractère professionnel (MCP) : quels outils pour une action de prévention à l'échelle régionale ? Étude du dispositif de signalement des MCP mis en place dans la région des Pays de la Loire et regard comparatif avec d'autres dispositifs, en France et au Québec.</p> <p>Ce projet vise à analyser les logiques de constitution et de mise en œuvre du dispositif de production de connaissances lié au signalement des maladies à caractère professionnel par l'Inspection médicale du travail dans les Pays de la Loire. Il s'agit d'analyser, pour ce dispositif, les méthodes de production de données et les formes d'appropriation des résultats par les acteurs de prévention : étude de la construction sociale du travail d'expertise en santé au travail, évaluation de la fiabilité des indicateurs produits, bilan sur les potentialités d'exploitation et de transmission, en vue de la prévention. La recherche sera complétée par des incursions dans deux autres dispositifs : la surveillance des cancers d'origine professionnelle en Seine-Saint-Denis (association Scop93) et le Système interactif de santé au travail (SIST) dans les Bouches-du-Rhône.</p>	<p>Juin 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Philippe SARNIN</p> <p>Interactions, Corpus, Apprentissages, Représentations (ICAR) UMR CNRS 5191 ENS lettres et sciences humaines Université Lyon 2 15 parvis René Descartes 69007 Lyon</p> <p>e-mail : gric@univ-lyon2.fr</p>	<p>Processus individuels et organisationnels de construction du rapport à la santé en situation de travail</p> <p>L'objet de cette recherche consiste à mieux comprendre la combinaison des processus individuels et organisationnels qui amène un salarié à construire un rapport à la santé. L'accent est mis sur les souffrances psychiques liées au travail sans pour autant négliger les souffrances physiques qui entretiennent avec elles un rapport étroit.</p> <p>L'étude devra permettre la compréhension de la manière dont les individus vivent et traitent de leur santé en situation de travail dans leur contexte social, biographique, professionnel, en considérant que le processus de construction de la santé d'un individu en situation de travail prend appui à la fois sur un processus organisationnel et sur un processus individuel. Les dynamiques de construction du rapport des individus à la santé en situation de travail seront analysées en montrant que ces rapports sont effectivement construits et non donnés par les situations extérieures et en mettant en évidence le lien entre le rapport à l'activité et le rapport à la santé.</p>	<p>Gestion DARES</p>
<p>Paul-André ROSENTAL</p> <p>Centre de Recherches Historiques (CRH) École des hautes études en sciences sociales UMR CNRS 8558 54 boulevard Raspail 75006 Paris Tél. : 01.49.54.24.42 / Fax : 01.49.54.23.99 e-mail : rosental@ehess.fr</p>	<p>Histoire d'une maladie professionnelle « exemplaire » : la silicose en France au XX^e siècle</p> <p>Cette recherche s'inspire du souci d'éclairer les débats d'aujourd'hui autour de la notion de « santé au travail » par l'histoire d'une maladie professionnelle au XX^e siècle, la silicose. Le retard apporté à la reconnaissance et à la réparation de cette maladie semble renvoyer à des processus ou à des postures qui sont, comme vient encore de le montrer l'affaire de l'amiante, toujours à l'œuvre dans la société française actuelle : le problème de l'imputation des responsabilités, l'effet des organisations internationales sur la législation nationale, les formes de pression patronales sur les pouvoirs publics, la responsabilité de ceux-ci dans l'application ou non-application de la réglementation, l'attitude des employés et des syndicats face au dilemme santé ou revenus, les modalités de recueil, d'agrégation et de traitement de l'information statistique et l'émergence de la notion de « limite tolérable » dans l'exposition à une substance toxique. Il s'agira de prendre la mesure de ces phénomènes en exploitant et en croisant différentes sources et archives : réglementation officielle, documents parlementaires, thèses de droit, revues médicales, juridiques, syndicales, documents émanant des congrès nationaux ou internationaux, archives versées par l'Administration, le Parlement, les commissions spécialisées, les syndicats, etc.</p>	<p>Avril 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Patrick ROZENBLATT e-mail : Patrick.Rozenblatt@univ-lyon2.fr</p>	<p>Consommation de psychotropes : rites et normes juridiques et sociale d'intégration et de retrait. Une approche sociologique et juridique des rapports entre société, santé et travail (France-Québec)</p> <p>Ce projet s'inscrit dans une démarche comparative des résultats de recherche obtenus par deux équipes de recherche, l'une française, l'autre québécoise, sur les liens existant entre santé et travail et plus précisément sur les processus qui mènent à la prise de substances psychoactives et à leur polyconsommation. Un premier financement partiel a été accordé à cette équipe pour qu'elle construise une véritable collaboration scientifique avec son homologue québécoise. Il doit permettre l'organisation d'un premier séminaire franco-québécois destiné à la confrontation des démarches scientifiques, à l'approfondissement des postures théoriques et à la finalisation des protocoles d'investigation communs aux deux terrains de recherches français et canadien. Les travaux de ce séminaire devraient déboucher sur un nouveau projet de recherche qui sera examiné par le comité scientifique du programme.</p>	Gestion La Poste
<p>Dina NOTTE e-mail : ergodin@arcadis.be</p>	<p>Gestion des risque et politique de santé publique au travail. Analyse de la demande de La Poste et étude de faisabilité</p> <p>Ce projet est une étude exploratoire visant à déterminer l'intérêt pour La Poste et la faisabilité d'une évaluation des avantages, coûts et externalités associés à la prévention, à la détection des risques, à la précaution par rapport aux approches curatives et réparatrices. La recherche portera sur La Poste en France et la poste belge.</p>	Gestion La Poste
<p>Sophie PRUNIER-POULMAIRE Équipe Psychologie du travail EA 1588 Laboratoire processus cognitifs et interactions Université Paris X Nanterre / UFR SPSE 200 avenue de la République 92001 Nanterre e-mail : s.poulmaire@wanadoo.fr</p>	<p>Effets sur la santé d'horaires irréguliers non décalés</p> <p>À l'origine de cette recherche, un constat : si les horaires irréguliers ne cessent de se développer, leur incidence sur la qualité de vie et la santé est encore mal connue. Le projet se propose de combler cette lacune en s'appuyant sur la base de données de l'enquête ESTEV qui couvre une diversité de secteurs professionnels, offre la possibilité de comparer l'état de santé de salariés à horaires irréguliers avec celui de trois autres groupes, et comprend deux collectes d'information à 5 années d'intervalle. La faisabilité du projet eu égard aux caractéristiques de la base de données ESTEV a été vérifiée.</p>	Gestion La Poste

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Catherine ROLLET Laboratoire PRINTEMPS Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines 47 boulevard Vauban 78047 Guyancourt Cedex Tél. : 01.39.25.56.50 / Fax : 01.39.25.56.55 e-mail : Catherine.rollet@printemps.uvsq.fr</p>	<p>Les inaptitudes au travail : stigmatisation ou reconnaissance ?</p> <p>Ce projet de thèse de sociologie a retenu toute l'attention du Comité scientifique du programme qui a cependant souhaité plus de précision dans l'énoncé de la problématique et la méthode d'analyse proposée. Aussi a-t-il fait l'objet d'un contrat de définition, à l'issue duquel une nouvelle décision sera prise. En l'état actuel, le projet envisage d'étudier la construction sociale de l'inaptitude au travail dans une optique diachronique, comme le produit d'un processus de négociation entre acteurs. Il entend s'appuyer sur des théories dérivées de l'interactionnisme symbolique et sur l'ethnométhodologie : entretiens libres auprès de médecins du travail, de salariés déclarés inaptes et de responsables de la gestion du reclassement professionnel dans l'entreprise.</p>	<p>Octobre 2004</p>
<p>Danièle KERGOAT</p> <p>Genre et Rapports Sociaux (GERS) Unité Mixte IRESKO/CNRS 56-61 rue Pouchet 75015 Paris Tél. : 01.40.25.11.98 / Fax : 01.40.25.12.03 e-mail : kergoat@iresko.fr</p>	<p>Trajectoires professionnelles et précarisation de la santé au travail : le cas des femmes de ménage et des veilleurs de nuit</p> <p>Cette recherche, qui croise rapports sociaux de sexe et couleur de peau, se propose de cerner les conséquences de la précarisation au travail et des conditions de vie sur la santé des femmes de ménage et des veilleurs de nuit. Elle repose sur l'hypothèse que l'imbrication des questions de santé et de précarisation du travail varie en fonction de l'appartenance de classe, de sexe et de la « couleur de la peau ». Il s'agira, sur la base d'une soixantaine d'entretiens réalisés auprès d'un échantillon représentatif de cette double population, de repérer la survenue de maladies professionnelles dans les trajectoires de vie et de montrer comment les conditions de vie personnelle et familiale sont affectées par la précarisation du travail.</p>	<p>Juin 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Marion DEL SOL Pascale TURQUET</p> <p>IODE UMR CNRS 6050 Centre de recherche juridique de l'Ouest Université de Rennes 1 / Faculté de droit et de sciences politiques 9 rue Jean Macé – CS 54203 35042 Rennes Cedex</p> <p>LESSOR Université de Rennes 2 Haute Bretagne Place du Recteur Henri Le Moal CS 24307 35043 Rennes Cedex Tél. : 02.23.23.76.95 / Fax : 02.23.23.76.95 e-mail : marion.del-sol@univ-rennes1.fr</p>	<p>Quels liens entre santé et travail dans notre système de protection sociale ?</p> <p>Il s'agit ici d'aborder les relations entre santé et travail sous l'angle de la protection sociale. Ce dernier est justifié par le fait que le travail est tout à la fois une source de financement des branches maladie et AT/MP (accident du travail/maladie professionnelle), de pathologies donnant lieu ou non à réparation et un moyen d'acquisition par les salariés d'une couverture sociale complémentaire santé. Il s'agit de questionner la légitimité ou la pertinence d'un régime de protection sociale particulier pour les risques professionnels, dont l'existence remonte au contexte très particulier de la deuxième révolution industrielle. Les mutations du travail et de l'emploi ainsi que l'existence d'affections multicausales ont, en effet, tendance à brouiller la frontière entre l'assurance des risques professionnels et celle de la maladie. De même, la résurgence controversée de la faute dans le régime des risques professionnels interpelle le mode d'imputation des coûts liés aux risques professionnels, que la loi de 1898 avait fixé dans un souci de pacification sociale. Faut-il dès lors réexaminer la place de l'entreprise dans la prise en charge des problèmes de santé, s'agissant aussi bien des régimes sociaux de base que des régimes complémentaires ?</p>	<p>Avril 2006</p>
<p>Serge VOLKOFF</p> <p>Centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail (CREAPT) Centre d'études de l'emploi (CEE) 29 promenade Michel Simon Immeuble « Le Descartes 1 » 93166 Noisy le Grand Cedex Tél. : 01.45.92.69.89 / Fax : 01.45.92.69.97 e-mail : serge.volkoff@mail.enpc.fr</p>	<p>L'élaboration de l'expérience spécifique du travail de nuit en milieu hospitalier : quels enjeux pour la santé au travail des infirmières ?</p> <p>Ce projet de thèse en ergonomie se réclame d'une approche dynamique de l'articulation entre horaires et activité de travail. Il s'agit d'étudier la manière dont cette articulation s'est nouée au cours de la vie de travail, d'interroger la « lisibilité » de cette articulation de jour comme de nuit et de faire ressortir les stratégies de régulation ou de préservation de la santé ou encore les stratégies d'anticipation dépendantes des horaires (notamment atypiques).</p>	<p>Avril 2005</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Paul FRIMAT</p> <p>GIP CERESTE (Centre de recherches en santé travail ergonomie) 1 avenue Oscar Lambret 59037 Lille Cedex</p> <p>e-mail : gipcereste@wanadoo.fr ou gipcereste@univ-lille2.fr</p>	<p>Rôle du soutien social au travail dans l'évolution du stress perçu mesuré dans une cohorte de salariés de la région Nord</p> <p>L'enquête GERICOTS, menée dans le Nord de la France, vise à évaluer les interrelations entre l'Organisation du temps de travail (OTT), le stress au travail et la santé perçue de salariés avant et après l'application de la loi des 35 heures. Cette étude s'est déroulée en deux phases espacées de 4 ans. La première étape a permis de mettre en place une cohorte de salariés. Les premiers résultats obtenus lors de la première étape à partir de la base de données constituée en 1999 comportant 3972 salariés, ont montré le rôle « protecteur » ou « modérateur » du soutien social dans les relations entre stress au travail et santé. Le projet se centre sur le rôle du soutien social dans l'évolution de la santé psychique à l'occasion des changements du travail occasionnés ou facilités par la réduction du temps de travail.</p> <p>La recherche vise d'une part à préciser l'importance du soutien social dans la santé perçue des salariés de l'enquête GERICOTS en tenant compte des cofacteurs individuels et professionnels ; d'autre part à évaluer son effet modérateur ou aggravant dans l'évolution du stress et de la santé psychique des salariés après l'application de la loi Aubry.</p>	<p>Gestion DARES</p>
<p>Catherine SERMET</p> <p>Institut de recherche, d'études et de Documentation en économie de la santé (IRDES) 10 rue Vauvenargues 75018 Paris</p> <p>e-mail : sermet@irdes.fr</p>	<p>Itinéraires professionnels et relations avec la santé</p> <p>Ce projet se propose de mettre en évidence le caractère sélecteur ou discriminant de l'état de santé (maladies déclarées, santé perçue) et des comportements à risque dans les itinéraires professionnels, en prenant en compte les entrées et sorties du marché du travail, les mouvements de l'emploi vers le chômage ou du chômage vers l'emploi, la mobilité entre CSP, le type de contrat et le temps de travail. La recherche s'appuiera sur les données recueillies par l'enquête ESPS (enquête nationale sur la santé et la protection sociale) menée, tous les deux ans depuis 1988, par l'IRDES.</p>	<p>Avril 2006</p>
<p>Valérie BOUGAULT</p> <p>LEPII (Laboratoire d'économie de la production et de l'intégration internationale), Université Pierre Mendès France, Grenoble</p> <p>e-mail : valerie18842002@yahoo.fr</p>	<p>Santé au travail et performance des entreprises</p> <p>Les questions de santé au travail sont devenues des questions sociales majeures. Les enquêtes sur les conditions de travail en France mettent en évidence la dégradation des conditions de travail. Ces évolutions ont des répercussions importantes sur la santé des salariés. Les risques sanitaires évoluent du fait des mutations des entreprises et de leur environnement.</p> <p>Quels sont les relations entre la santé au travail et la performance des entreprises ? La santé au travail est-elle un coût ou un facteur de performance pour l'économie et pour l'entreprise ?</p>	<p>Gestion La Poste</p>

PROGRAMME « PROTECTION SOCIALE EN EUROPE »

**Olivier Thévenon
2004**

Recherche en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Bruno PALIER</p> <p>CEVIPOF 54 boulevard Raspail 75006 Paris palier@msh-paris.fr</p>	<p>L'objectif du projet vise à produire une analyse comparative sur les réformes des systèmes continentaux de protection sociale. Il s'agit de saisir quels sont les problèmes spécifiques rencontrés par ces systèmes , ce qu'ils ont de commun ; il convient aussi d'analyser quels sont les mécanismes politiques et institutionnels qui les rendent particulièrement difficiles à réformer (blocages, réformes avortées, veto players...) mais aussi et surtout quelles sont les réformes qu'ils ont réussi à faire passer, celles-ci étant de plus en plus nombreuses et encore insuffisamment étudiées, aussi bien du point de vue de leur nature, que des processus politiques qui les ont permises ou de leur conséquences (économiques, politiques et sociales).</p> <p>Ce projet de recherche repose sur trois hypothèses principales :</p> <p>a) Les institutions de protection sociale influencent la nature des problèmes rencontrés, les ressources et des intérêts des acteurs ainsi que les solutions retenues. L'analyse des déterminations communes en matière de problèmes, enjeux et solutions (liés aux facteurs institutionnels) permettra de mettre en évidence les facteurs déterminants les différences de situation entre les pays : facteurs économiques, démographiques et sociaux notamment, mais aussi rôle différenciés des institutions politiques et des configurations d'acteurs (notamment des partenaires sociaux).</p> <p>b) Il existe une trajectoire de réforme propre aux systèmes de protection sociale « bismarckien ». Il s'agit d'une part de voir si l'on retrouve bien cette trajectoire dans les différents pays étudiés, et de comprendre les différences par rapport à cette trajectoire en analysant l'impact d'autres variables que les institutions de protection sociale comme le contexte/cycle économique particulier d'un pays, ses institutions politiques (fédérale versus centralisées ; système politique majoritaire versus consociationnel), son type de relation industrielle, etc.</p> <p>c) Au cours des années récentes, du fait des blocages précédents, des conséquences des décisions et non-décisions prises dans un passé récents, de l'inadaptation de certaines structures de protection sociale aux nouveaux risques et au nouveau contexte, de nombreuses innovations ont été introduites dans les systèmes bismarckiens de protection sociale (CSG, Retraites Riester...). Il s'agit ici de mieux connaître ces innovations, mais aussi de comprendre les processus politiques qui les ont produits ainsi que leurs conséquences économiques, politiques et sociales.</p>	<p align="center">Septembre 2006</p>

Programme « Exploitation de l'enquête MODES DE GARDE ET D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS »

**Patrick du Cheyron – Marie Ruault (Bureau Démographie et Famille)
2004**

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Jean-Yves DARTIGUENAVE</p> <p>Laboratoire de recherche en sciences humaines (LARES) Université Rennes 2</p>	<p>L'incidence des horaires et des rythmes de travail sur le choix des modes de garde – analyse comparative entre familles modestes et familles aisées en milieu rural et en milieu urbain en France et à l'étranger</p> <p>On a choisi de s'intéresser à l'impact des horaires et des rythmes de travail sur l'accueil et la garde des enfants de moins de sept ans. L'hypothèse posée est que cette désynchronisation des temps n'a pas les mêmes conséquences pour toutes les catégories sociales. Pour l'éprouver, seront comparées les pratiques de garde et les représentations des mères de jeunes enfants appartenant aux catégories sociales les plus modestes à celles des mères relevant des catégories sociales plus aisées. Plus précisément, l'étude portera sur la situation de mères de famille employées comme caissières ou occupant un poste de cadre dans la grande distribution.</p>	<p>juin 2006</p>
<p>Gérard NEYRAND</p> <p>Centre interdisciplinaire méditerranéen d'études et de recherche en sciences sociales (CIRMESS)</p>	<p>Vie et socialisation des jeunes enfants au regard des modalités de leur accueil</p> <p>Il s'agit dans cette recherche d'interroger l'organisation temporelle et spatiale de la vie relationnelle des jeunes enfants et les types de socialisation qui s'en dégagent, compte tenu des stratégies d'accueil mises en place par les parents et de leurs liens à leur situation socio-professionnelle, familiale et d'environnement. Cet objectif suppose trois démarches : approfondissements socio-historique du contexte de l'accueil en tenant compte de l'évolution des fonctionnements familiaux et de la valorisation de l'enfant ; analyse des données quantitatives de l'enquête Drees/Cerc/Cnaf ; enquête qualitative par entretiens de type monographique.</p>	<p>juin 2006</p>
<p>Anne BUSTREEL</p> <p>Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSÉ)</p>	<p>Rythmes de travail et choix des modes de garde selon le sexe des parents et des enfants</p> <p>L'objectif que cette recherche se donne est d'isoler l'influence des horaires de travail « atypiques » sur les choix en matière de modes de garde en fonction des sexes des parents et des enfants. Quatre hypothèses principales sous-tendent la recherche :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des horaires atypiques réduisent l'influence du prix des modes de garde au profit de leur disponibilité et de leur flexibilité ; • des horaires atypiques de la mère sont associés à une plus grande implication du père ; • les parents choisissent des modes de garde différents selon le sexe de l'enfant et consacrent davantage de ressources à la garde des garçons ; • la discordance entre les modes de garde souhaités et les modes de garde effectifs est plus grande en cas d'horaires atypiques. Parallèlement, le niveau de satisfaction, diminue. 	<p>janvier 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Eric PLAISANCE</p> <p>Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS)</p>	<p>Déterminants et processus conduisant à recourir à tel ou tel mode d'accueil des enfants de moins de trois ans</p> <p>Le dispositif de recherche comprend deux volets. Le premier est une exploitation secondaire de l'enquête Drees portant sur les tranches d'âge 0-3 ans. L'investigation porte sur les raisons du mode d'accueil et sur les raisons du non accès au mode d'accueil préféré. Le second est une enquête par entretiens auprès des familles utilisatrices de différents modes d'accueil pour leurs enfants. On veut ainsi saisir le point de vue des acteurs sur le choix du mode de garde. Il s'agit de reconstituer le processus qui conduit au choix du mode d'accueil, en fonction de tout un ensemble d'actions, de représentations, de valeurs, qui échappent à l'enquête quantitative.</p>	<p>juin 2006</p>
<p>Bernard EME</p> <p>Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA)</p>	<p>Déterminants et justifications des choix de modes de garde : le cas français dans une perspective européenne</p> <p>L'objectif de cette recherche est d'analyser les déterminants des choix des parents et leur justification compte tenu de la multiplicité des contraintes et des inégalités de ressources (économiques, sociales, culturelles) des familles. Le croisement des contraintes, ressources et « styles éducatifs » des familles permettra de mieux caractériser les formes et facteurs de polarisation sociale des modes d'accueil de la petite enfance. La recherche sera fondée sur deux approches méthodologiques : une approche quantitative qui vise à exploiter statistiquement les données disponibles de l'enquête Drees ; une approche qualitative qui utilisera les interviews et résultats d'une thèse comparative France/Italie et des études de cas de la recherche européenne Transformations des structures familiales et évolution des politiques sociales.</p>	<p>juin 2006</p>

Programme « LES DIMENSIONS DE L'IDENTITÉ »

**Sandrine Dauphin
2004**

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>France LERT Inserm U88 14 rue du Val d'osne 94415 Saint-Maurice</p>	<p>La santé dans les biographies Il s'agit d'exploiter plus particulièrement le volet santé de l'enquête Insee « Histoire de vie ». Le projet associe trois problématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en épidémiologie sociale, les relations entre l'histoire de la personne, les interactions des différents événements la jalonnent et de l'environnement social et la santé et le bien-être ; - d'un point de vue psychosociologique, la place de l'expérience de la maladie ou du handicap dans les trajectoires biographiques et l'identité des personnes ; - d'un point de vue méthodologique, l'identification des variables du parcours migratoire et de la trajectoire sociale associées aux liens entre trajectoires migratoires, variables de santé et expérience de la maladie. 	<p align="center">Novembre 2006</p>
<p>Olivier FAVEREAU FORUM/ Paris X 200 avenue de la République 92001 Nanterre Courriel : favereau@u-paris10.fr</p>	<p>Inégalités et discriminations sur le marché du travail : l'impact de l'identité sur l'évaluation du travail Le projet vise à saisir dans quelle mesure la formation ou la déstabilisation de certaines identités sont liées à certains parcours professionnels (sans exclure a priori l'existence d'effets de sens opposés : la persistance d'une situation au regard de l'emploi affecte en retour la construction des identités). L'objectif est de tenter d'identifier des liens entre les inégalités en termes de situations au regard de l'emploi et la construction des identités des individus (familiales, professionnelles, sociales et relationnelles).</p>	<p align="center">Décembre 2006 (Gestion MiRe / DARES)</p>
<p>Philippe COULANGEON CESTA/EHES 105 boulevard Raspail 75006 Paris Courriel : coulang@ehess.fr</p>	<p>Politiques culturelles et sociologie des styles de vie – les loisirs des immigrés et des personnes issues de l'immigration en France Ce projet de recherche porte sur la spécificité des loisirs et des pratiques culturelles des populations immigrées ou d'origine immigrée en France afin de tenter d'identifier les inégalités entre individus et entre groupes dans les usages du temps libre. L'enjeu théorique sous-jacent porte sur l'adéquation des comportements observés au modèle d'intégration sociale et culturelle « à la française », fondé sur l'universalisme des valeurs, le refus du communautarisme, « l'indifférence aux différences ». Sera testé par ailleurs le degré de dépendance entre intégration socio-économique et intégration culturelle, telle que mesurée par la distance entre les loisirs des populations immigrées ou d'origine immigrées et ceux des autres résidents français.</p>	<p align="center">Novembre 2005</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Philippe WARIN</p> <p>Pacte/Cerat BP 48 38040 Grenoble cedex 9</p> <p>Courriel : philippe.warin@upmf-grenoble.fr</p>	<p>Refus de droits et traitements injustes</p> <p>L'analyse des discriminations ressenties en termes de refus de droits et de traitements injustes sera replacée dans un cadre de réflexion plus globale sur le non recours aux droits sociaux et aux services publics. L'hypothèse posée est que lorsque les refus de droits et les traitements injustes sont vécus comme discriminatoires, c'est-à-dire comme excluant et significatifs d'inégalités sociales, il est possible de relier ces discriminations ressenties à d'éventuels processus dissuasifs dans les fonctionnements commandant l'accès aux droits ou aux services. Une travail comparatif avec une enquête espagnole sur le vécu des discriminations sera également mené.</p>	<p>Mai 2006</p>
<p>Olivia SAMUEL</p> <p>Laboratoire Printemps Université Saint Quentin 47 boulevard Vauban 78047 Guyancourt cedex</p> <p>Courriel : Olivia.Samuel@printemps.uvsq.fr</p>	<p>Les catégories familiales et socioprofessionnelles à l'épreuve des identités et des trajectoires biographiques</p> <p>La finalité de ce projet est d'adopter une analyse critique de l'utilisation des catégories socioprofessionnelles et familiales, utilisées dans les dispositifs administratifs et dans les travaux scientifiques comme un tout homogène du point de vue des propriétés matérielles et culturelles des individus qui les composent, et des trajectoires qui les ont conduits à être classés à un moment donné dans une catégorie donnée. Il s'agit donc ici de confronter les catégories officielles à la complexité des situations sociales et des constructions identitaires. Il ne s'agit pas de penser indépendamment le classement des individus par type de famille et par type de profession, mais partant d'une situation observée à un moment donné, de mettre en avant l'interaction des parcours familiaux et professionnels et son aboutissement.</p>	<p>Octobre 2006</p>
<p>Alain BLUM</p> <p>INED 133 boulevard Davout 75020 Paris</p> <p>Courriel : blum@ined.fr</p>	<p>Identités linguistiques et parcours migratoires</p> <p>L'objectif ici est d'analyser les pratiques linguistiques (langues étrangères ou patois) au regard de la trajectoire individuelle et des autres facettes de l'identité abordées dans le questionnaire HDV. La transmission de la langue entre les parents, ego et ses enfants, sera analysée en fonction de la trajectoire migratoire mais aussi du parcours familial et professionnel. Quatre axes structurent ce projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la constitution de typologies sur les parcours migratoires et les profils linguistiques ; - l'analyse des recompositions identitaires à travers les interactions entre parcours migratoires et profils linguistiques ; - l'examen de la langue comme ressource ou source de discrimination ; - la place des identités linguistiques au regard des autres marqueurs identitaires. 	<p>Novembre 2006</p>

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
<p>Maks BANENS</p> <p>Université Lyon 2 – Centre d'études démographiques 14-16 avenue Berthelot 69363 Lyon cedex 7</p> <p>Courriel : Maks.Banens@univ-lyon2.fr</p>	<p>Vie de couple et construction identitaire</p> <p>Cette recherche vise à étudier le rôle joué par la vie de couple dans la gestion identitaire et l'intégration sociale de l'individu en situation de handicap. Le rapport complexe entre construction identitaire et histoires de vie au pluriel, rapport considéré comme un processus, dans lequel la vie de couple est un élément clé, est l'objet de cette recherche. Il sera tenu compte de la relation amoureuse d'une personne handicapée mais également de ses liens avec ses parents dans l'hypothèse d'un lien familial qui pourrait se substituer au lien amoureux.</p>	<p>Octobre 2006</p>
<p>Foteini SVORONOU (Thèse) (sous la direction de Marc Lipiansky et Isabelle Ville)</p> <p>Université Paris X Laboratoire de psychologie sociale des comportements et des cognitions 200 avenue de la République 92000 Nanterre</p> <p>Courriel : fsvoronou@noos.fr</p>	<p>Les stratégies identitaires dans une population portant une déficience motrice de vie et de construction identitaire</p> <p>Ce projet de thèse vise à saisir les stratégies identitaires d'individus ayant acquis une déficience motrice en cours de vie. Il s'agit notamment de savoir dans quelle mesure la personne handicapée « par accident » s'identifie au groupe « handicapés » et plus globalement comment cette catégorie d'individus se définit. Quels sont les processus de remaniements identitaires qui se mettent en place ?</p>	<p>Convention en cours</p> <p>24 mois</p>

Recherches soutenues par la MiRe dans le cadre du programme

« LA VULNÉRABILITÉ LIÉE AU VIEILLISSEMENT ET À LA LONGÉVITÉ »

du G.I.S. « LONGÉVITÉ ET VIEILLISSEMENT »

**Pierre Strobel
2004**

Recherches en cours

Responsables Scientifiques / Équipes	Titre de la recherche	Échéance
Choukri HMED Université de Paris I – Panthéon Sorbonne CRPS – UMR CNRS 8057 14 rue Cujas 75231 PARIS CEDEX 05 e-mail : chmed@free.fr	Le vieillissement des immigrés isolés de la première génération en foyers de travailleurs : approche sociologique La recherche s'intéresse au mode de vie de résidents étrangers vieillissants au sein d'institutions a priori inadaptées à la réalité sociale de la perte d'autonomie, les foyers de travailleurs. Il s'agira d'une part de comprendre comment les résidents âgés de ces foyers se projettent dans l'avenir (y compris le cas échéant en termes de projet de retour) ; d'autre part d'analyser dans quelle mesure le foyer répond à la vulnérabilité des résidents vieillissants et contribue à la limiter ; enfin d'analyser l'impact des transformations depuis les années 1990 tant de la population des foyers que de leur mode de gestion. La recherche reposera sur des entretiens semi-directifs auprès de résidents âgés et très âgés, de responsables et de personnel des établissements (10 foyers en région parisienne).	Juin 2006
Marie-Odile CARRERE Valérie Buthion Patrick Castel LASS – UMR CNRS 5823 Centre Léon Bérard 28 rue Laennec 69373 Lyon Cedex 08 e-mail : carrere@lyon.fnclcc.fr	Modalités de recours aux dispositifs gériatriques lors de la prise en charge des personnes atteintes de cancer Cette recherche veut contribuer à une meilleure compréhension de la prise en charge des personnes âgées atteintes de cancer, identifier les freins à une prise en charge pluridisciplinaire de ces personnes et, partant, mieux identifier les leviers rendant possible une meilleure prise en charge. Seront pour cela analysées les modalités de recours aux dispositifs d'évaluation gériatrique pour les personnes âgées atteintes d'un cancer dans le département du Rhône. La recherche reposera sur des entretiens semi-directifs auprès des différents acteurs concernés et l'analyse comparée des structures et des organisations ; elle accordera une attention particulière aux différences d'approche pouvant exister à l'intérieur même du corps médical.	Octobre 2006